

doc
CA1
EA725
85R02
FRE

Numéro 2

INSTITUT CANADIEN
POUR LA PAIX ET LA
SÉCURITÉ INTERNATIONALES

Rapport sur la conférence
intitulée

**La dissuasion remise en question :
Doctrines, technologies
et questions d'intérêt public**

par
Dianne DeMille

Compte rendu de la Table ronde
sur la dissuasion remise en question

Ottawa, les 17, 18 et 19 octobre 1985

Le Parlement canadien adoptait le 15 août 1984 une loi portant création de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales.

L'Institut a pour mission "d'accroître la connaissance et la compréhension des questions relatives à la paix et à la sécurité internationales d'un point de vue canadien, particulièrement en matière de limitation des armements, de désarmement, de défense et de solution des conflits". Un élément important de ce mandat est d'encourager un débat public sur ces questions. En conséquence, l'Institut peut soit participer à des réunions sur ces sujets, soit en prendre lui-même l'initiative, soit décider de publier des rapports sur l'un ou l'autre de ces rassemblements.

Les points de vue exprimés dans le présent rapport ne représentent pas nécessairement ceux de l'Institut.

Pour obtenir de plus amples informations sur l'Institut ou se procurer l'une ou l'autre de ses publications, prière d'écrire à :

L'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales
307, rue Gilmour
Ottawa K2P 0P7

Available in English \$4.95

Programme 1

Introduction 1

Sommaire 2

La dissuasion remise en question : Doctrines, technologies et questions d'intérêt public

Un rapport établi
par
Dianne DeMille

I. La technologie de l'IDS et ses conséquences pour la doctrine 17

1. Introduction 17
2. Les contre-mesures soviétiques possibles et l'"équipe des Rouges" 18
3. Les défis techniques que présentent les contre-mesures soviétiques 19
4. Perception de la défense stratégique soviétique 19
5. Réactions européennes face à l'IDS 20
6. Critiques de l'Initiative de défense stratégique 20
7. Discussion et propos des participants 23
8. Le rôle du Canada dans la défense stratégique 27

II. L'IDS et le traité sur les missiles antimissiles balistiques 36

1. Les principes fondamentaux du Traité 36
2. Les ambiguïtés du Traité 37
3. L'interprétation du Traité 38

Compte rendu de la Table ronde
sur la dissuasion remise en question

Traduction par Sogestran

Ottawa, les 17, 18 et 19 octobre 1985

TABLE DES MATIÈRES

Programme	i
Introduction	1
Sommaire	2
I. Accord sur la limitation des armements :	
Les positions actuelles	5
1. Évolution récente des positions américaine et soviétique	5
2. Élaboration de la position soviétique	6
3. La réaction américaines aux propositions soviétiques	8
4. Discussion et propos des participants	12
II. La technologie de l'IDS et ses conséquences pour la doctrine	17
1. Introduction	17
2. Les contre-mesures soviétiques possibles et l'"équipe des Rouges"	18
3. Les défis techniques que présentent les contre-mesures soviétiques	19
4. Perception de la défense stratégique soviétique	19
5. Réactions européennes face à l'IDS	20
6. Critiques de l'Initiative de défense stratégique	20
7. Discussion et propos des participants	23
8. Le rôle du Canada dans la défense stratégique	27
III. L'IDS et le traité sur les missiles antimissiles balistiques	36
1. Les principales dispositions du Traité	36
2. Les ambiguïtés du Traité	37
3. L'interprétation du Traité	38

IV. Informer le public	39
1. Rejoindre le grand public	39
2. Le problème du secret dans l'élaboration des politiques	40
3. Observations des participants	41
Annexe I : Discours d'ouverture par le très hon. Denis Healey	47
Annexe II : L'aspect technologique de l'IDS	61
Annexe III : Liste des participants	71

PROGRAMME
du 17 au 19 octobre 1985

Conférence sur

**LA DISSUASION REMISE EN QUESTION : DOCTRINES
TECHNOLOGIES ET QUESTIONS D'INTÉRÊT PUBLIC**

LE JEUDI 17 OCTOBRE

Discours d'ouverture

Orateur : **Le très hon. Denis W. Healey**

Président : **William Barton**

LE VENDREDI 18 OCTOBRE

**Séance de travail A (avant-midi) Les pourparlers sur la
limitation des armements à Genève**

Mémoire : **Alton Frye**
Council on Foreign Relations,
Washington, D.C.

Commentateurs : **Oleg N. Bykov**
Directeur adjoint
Institut de l'économie mondiale et des
relations internationales,
Moscou

Wolfgang Behrends
Ambassadeur de la République fédérale
allemande au Canada

William Epstein
Chercheur associé
Institut des Nations-Unies pour
la formation et la recherche (UNITAR),
New York

Présidente : **Harriet Critchley**

Séance de travail B (après-midi) La technologie de l'IDS

Mémoire : **Gerold Yonas**
Directeur adjoint par intérim
Organisation de l'Initiative de
défense stratégique,
États-Unis

Commentateurs : **John Pike**
Directeur associé pour la politique
spatiale, à la Federation of American
Scientists,
États-Unis

Richard Garwin
Centre for Science &
International Affairs,
Université de Harvard

Charles Thomas
Sous-Secrétaire adjoint
Département d'État,
États-Unis

Président : **Stuart Smith**

Séance mixte avec le Conseil canadien de droit international :
La Guerre des étoiles et l'avenir : les armes nucléaires et le droit
international,

Abram Chayes
Professeur de droit international,
Université de Harvard

William Beckett
Ancien Directeur — Contrôle du
nucléaire et désarmement au ministère
canadien de la Défense nationale

Juge Maxwell Cohen, Q.C.
Université d'Ottawa

Président : **Geoffrey Pearson**

Discours prononcé en soirée

Orateur : **L'hon. Harvie Andre, député**
Ministre associé de la Défense nationale
(Canada)

Président : **John Claydon**

LE SAMEDI 19 OCTOBRE

Séance de travail C (avant-midi) La défense stratégique et les relations Canado-Américaines

Mémoire : **Lawrence Hagen**
Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement

Commentateurs: **Albert Legault**
Professeur de sciences politiques,
Université Laval

Albert Carnesale
Professeur d'affaires publiques et
Directeur des études à la J.F. Kennedy
School of Government,
Université de Harvard

John Polanyi
Professeur de chimie,
Université de Toronto

Président : **George Bell**

Séance plénière (avant-midi) Les citoyens et les gouvernements

Panel **Christopher Wren**
The New York Times

L'hon. Gérard Pelletier
Ancien ambassadeur du Canada en
France

John Honderich
Toronto Star

Président : **John Sigler**

Déjeuner de clôture

Orateur invité : **M. Thomas Niles**
Ambassadeur des États-Unis
d'Amérique au Canada

Président : **Gerald Wright**

INTRODUCTION

En octobre 1985, l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales a organisé une conférence axée sur le thème *La dissuasion remise en question : Doctrines, technologies et questions d'intérêt public*. Cette conférence avait pour but d'analyser le débat actuel sur l'avenir de la dissuasion, doctrine qui est remise en question, pour des raisons différentes, tant par la "gauche" que par la "droite". Le programme comptait diverses séances ayant chacune son thème propre : les dernières propositions formulées à Genève sur la limitation des armements nucléaires, l'aspect technologique de la défense stratégique, la formulation du Traité sur les missiles antimissiles balistiques (ABM), le rôle du Canada dans l'Initiative de défense stratégique (IDS) et enfin, la question de l'accès du public à l'information. Chaque sujet a d'abord été traité par une tribune d'experts, puis débattu par les participants de la conférence pendant une période de questions.

Les médias, les milieux universitaires, les organismes non gouvernementaux et les gouvernements du Canada, des États-Unis et de plusieurs pays européens étaient représentés à cette conférence qui a commencé avec un discours d'ouverture du très honorable Denis Healey, député britannique (voir annexe I) et qui s'est déroulée du 17 au 19 octobre 1985. Une des séances, celle touchant l'IDS et l'interprétation juridique des dispositions du Traité sur les missiles antimissiles balistiques (ABM), était coparrainée par le Conseil canadien de droit international. Certaines séances avaient un caractère plutôt officieux, c'est-à-dire que les journalistes devaient obtenir la permission des participants pour pouvoir les citer. Dans le présent compte rendu, les remarques et les discussions sont présentées par sujet plutôt que selon l'ordre chronologique. Une liste des participants figure à l'annexe III.

SOMMAIRE

Contexte :

Dans son discours de mars 1983, le président Reagan a révélé qu'il avait l'intention de réorienter la politique américaine en la fondant de moins en moins sur la dissuasion pour l'axer plutôt sur la prévention de la guerre nucléaire. D'après cette nouvelle idée de M. Reagan, la dissuasion, soit la crainte de la "destruction mutuelle assurée" (MAD), serait remplacée par la défense stratégique et la "survie mutuelle assurée". Dans l'image qu'on a présentée au public américain, les chercheurs et les ingénieurs des États-Unis allaient créer un dôme invisible qui protégerait toute la population.

Presque aussitôt, d'autres voix au sein du gouvernement se sont mises à nuancer ces déclarations. À court terme, disait-on, la défense stratégique aurait pour effet de *renforcer* la dissuasion en assurant la protection des missiles balistiques intercontinentaux basés à terre (ICBM) et d'autres objectifs militaires. C'est ainsi qu'a commencé le grand débat sur la nature véritable de la défense stratégique et sur la validité de la dissuasion nucléaire.

La "remise en question de la dissuasion" résulte aussi de l'évolution technologique des armes offensives. Pour de nombreux critiques, les nouvelles générations d'ogives et de vecteurs se distinguent de plus en plus par leur potentiel "anti-forces" et offensif. À cause de cette évolution "qualitative" de la course aux armements nucléaires, on envisagerait maintenant d'utiliser l'arsenal atomique dans la conduite d'un conflit plutôt que de l'entretenir comme instrument de dissuasion.

Questions fondamentales :

La *stabilité* du statu quo entre les superpuissances risque-t-elle de disparaître à cause de ces progrès technologiques et de ces mutations doctrinales ? Quelle sera l'influence de l'Initiative de défense stratégique sur la planification militaire, sur le déploiement des armes et sur la stabilité stratégique ? L'aspect *qualitatif* de la course aux armements sera-il modifié si l'on pratique les coupures radicales qui viennent d'être proposées dans le cadre des pourparlers à Genève ? Mis à part ces thèmes d'ordre stratégique, la conférence a aussi porté sur les questions suivantes : le public canadien dispose-t-il de renseignements assez précis pour évaluer les nouvelles initiatives en matière de limitation des armements ? Dans le cas de la négative, les "spécialistes" sauront-ils fournir aux citoyens et aux journalistes canadiens des renseignements complets et à jour ?

Principales conclusions :

Les participants à la conférence ont fait appel à leur savoir et à leur expérience pour débattre des questions énoncées ci-dessus. Beaucoup de participants ont reconnu que la crainte d'une guerre nucléaire avait exercé un effet modérateur sur les superpuissances au cours des quarante dernières années, surtout dans le théâtre européen. Toutefois, ils se sont dits préoccupés par l'évolution récente des doctrines et de la technologie militaire, évolution qui pourrait menacer la stabilité qu'assure la dissuasion. Ils ont trouvé particulièrement inquiétante l'Initiative de défense stratégique du gouvernement Reagan. Même si le but de la nouvelle défense contre les missiles balistiques demeure ambigu, la plupart des participants ont convenu que la mise en oeuvre de l'Initiative aurait une influence profonde et irréversible sur la planification militaire, le déploiement des armes et la stabilité stratégique. Tout compte fait, cette influence serait néfaste. De chaque côté, la crainte d'une première frappe lancée par l'autre camp ne ferait qu'augmenter; on se sentirait acculé à prévoir des mécanismes plus nombreux de riposte rapide contre une attaque surprise et à multiplier les armes offensives et les aides à la pénétration pour déjouer les défenses stratégiques. La stabilité des relations Est-Ouest serait donc compromise.

Certains participants étaient optimistes quant aux dernières propositions faites à Genève dans le cadre des pourparlers sur la limitation des armements. En effet, une réduction radicale des arsenaux stratégiques et des forces à moyenne portée en Europe ne changerait rien à l'équation militaire, mais elle pourrait vraiment contribuer à amoindrir la tension entre les superpuissances. Toutefois, pour les raisons énoncées précédemment, la mise en oeuvre de l'IDS compromettrait les chances de réduire les stocks d'armes offensives. De nombreux participants ont vivement recommandé qu'on renouvelle les engagements pris en vertu du Traité ABM et qu'on favorise une interdiction absolue des essais nucléaires et des armes anti-satellites.

Les journalites, universitaires et représentants d'organismes non gouvernementaux qui étaient présents à la conférence ont convenu que souvent les instances gouvernementales canadiennes hésitaient trop à informer le public sur les négociations menées avec les États-Unis et les autres pays alliés et sur les ententes officieuses qui en résultent. On a exhorté ces hauts fonctionnaires, ainsi que les universitaires et les autres "spécialistes", à faire un effort pour informer les citoyens canadiens et les membres des divers médias sur les questions relatives à la défense et à la limitation des armements.

Discours d'ouverture :

Le discours d'ouverture a été prononcé par le très honorable Denis Healey, député du Parti travailliste britannique et ancien Secrétaire à la Défense. (Le texte entier figure à l'annexe I.) Il a dit croire que "la stabilité de l'après-guerre en Europe n'aurait pas duré 40 ans, sans l'effet dissuasif de l'arme nucléaire" et il a lancé une mise en garde contre les nouvelles théories et les nouveaux armements qui menacent l'équilibre des forces. Il a brièvement rappelé l'évolution de la doctrine nucléaire, de la conjoncture géo-politique et de la technologie militaire au cours des 40 dernières années, et il a dénoncé les civils qui élaborent des théories abstraites au sujet de la guerre nucléaire. Il a défini quatre facteurs qui sont particulièrement déstabilisants à ses yeux : la mise au point et l'essai d'armes anti-satellites (ASAT), le déploiement de missiles dans des bases avancées, ce qui raccourcit encore plus les délais d'alerte, l'apparition de missiles de croisière à double capacité, et l'accent mis sur la défense contre les missiles balistiques. Il a exhorté les alliés des États-Unis, tels que le Canada et la Grande-Bretagne, à faire un effort afin d'influer sur la politique américaine. "Les alliés de l'Amérique réussissent presque toujours à obtenir gain de cause à Washington s'ils présentent un front uni et cohérent."

I.

ACCORD SUR LA LIMITATION DES ARMEMENTS : LES POSITIONS ACTUELLES

1. Évolution récente des positions américaine et soviétique

À la première séance de travail de la conférence, M. Alton Frye, du *Council on Foreign Relations*, à Washington (D.C.), a été le premier orateur. Il a soutenu qu'à ce stade-ci de l'histoire, les chefs des deux superpuissances mondiales, MM. Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev, avaient une occasion sans précédent de renverser la course aux armements nucléaires. M. Frye a cité des modifications importantes ayant été apportées aux positions des deux superpuissances, modifications qui, selon lui, autorisent un certain optimisme pour les négociations de Genève.

Le président Reagan a fait campagne en 1980 en promettant de restaurer la suprématie militaire des États-Unis sur l'Union soviétique. En 1984, il s'est ravisé, après avoir constaté qu'aucune des deux parties ne pouvait devancer l'autre sensiblement sur le plan stratégique. En outre, M. Frye a fait observer qu'après avoir déposé, à l'origine, des propositions manifestement non négociables, le gouvernement Reagan a peu à peu fait preuve d'une plus grande souplesse et offert des compromis plus réalistes.

L'Union soviétique a elle-même effectué un certain nombre de changements récemment, et M. Frye voit également là des motifs d'optimisme. M. Gorbatchev s'est affirmé comme étant un chef compétent, et il a su prendre des initiatives nouvelles pour relancer le processus de limitation des armements. Par exemple, les négociateurs soviétiques, délaissant leur argument original à savoir que la recherche associée à l'Initiative de défense stratégique (IDS) était interdite par le Traité sur les missiles anti-missiles balistiques (ABM), ont récemment admis que ce dernier ne stipulait rien de tel. Ils ont aussi précisé qu'il était possible de définir les *limites* d'une telle recherche, en reconnaissant que le déploiement d'appareils spatiaux de surveillance pourrait être acceptable, mais certainement *pas* les essais dans l'espace de lasers ou d'autres armes à faisceau. L'Union soviétique a aussi reconnu ouvertement la distinction existant entre les arsenaux des superpuissances et ceux des puissances nucléaires (indépendantes), notamment la France, la Grande-Bretagne et la Chine. Finalement, l'URSS a présenté pour la première fois son propre plan de réduction des armements.

Les propositions américaines et soviétiques sont encourageantes, car une véritable réduction des armes offensives pourrait éviter toute évolution déstabilisatrice dans le domaine de la défense stratégique. Il importe cependant de ne pas compliquer les négociations soviéto-américaines en y intégrant les aspects complexes propres aux forces nucléaires des "États tiers". Dans le cadre de leurs pourparlers, les superpuissances ne pourraient se pencher sur les forces nucléaires des autres pays, mais elles ne pourraient pas non plus ne pas en tenir compte. Le problème doit être attaqué de front. M. Frye a d'ailleurs proposé une solution : après avoir ramené leurs arsenaux à un niveau bien défini, les superpuissances pourraient demander aux "États tiers" de s'en tenir à un pourcentage précis de ce niveau. Si un État tiers, en ajoutant des armes à sa panoplie nucléaire, venait à dépasser le pourcentage fixé, la superpuissance visée aurait le loisir de déployer un nombre d'armes équivalent. En adoptant cette formule, a dit M. Frye, on préparait le terrain pour des négociations sérieuses avec Paris, Londres et Pékin.

M. Frye a également souligné qu'il était important de respecter les règles de décompte établies, afin qu'un traité soit conclu plus rapidement. Il s'est dit encouragé par le fait que Moscou a reconnu la nécessité d'abaisser les seuils limites applicables aux véhicules de lancement et aux ogives. En vertu du Traité SALT I, les bombardiers ne transportant aucun missile de croisière avaient la même valeur qu'un missile balistique à ogive unique. Aux termes des accords SALT II, un bombardier équipé de missiles de croisière était considéré comme l'équivalent d'un missile transportant 20 têtes multiples indépendamment guidées (MIRV). M. Frye avait bon espoir qu'un déblocage se produirait à Genève, dans la mesure où l'on acceptait ces règles de décompte et où les États-Unis et l'Union soviétique étaient sincèrement disposés à réduire les arsenaux nucléaires.

2. Élaboration de la position soviétique :

L'orateur suivant, M. Oleg Bykov, Directeur adjoint de l'Institut pour l'économie mondiale et les relations internationales à Moscou, a dit que les propositions de l'Union soviétique à Genève marquaient un réel progrès et que M. Gorbachev était résolu à enrayer la "course nocive aux armements". La présentation de M. Bykov portait sur les aspects "nouveaux ou controversés" des propositions soviétiques relatives à la limitation des armements. Les négociateurs soviétiques avaient proposé d'interdire toutes les armes spatiales, y compris les armes anti-satellites (ASAT) et les systèmes spatiaux de défense contre les missiles balistiques.

L'URSS avait également proposé qu'on diminue de moitié tous les arsenaux d'armes stratégiques, ce qui se traduirait par une "réduction radicale" du nombre de vecteurs (missiles et bombardiers) et de "charges" nucléaires (ogives, bombes, missiles de croisière). Ces premières coupures draconiennes auraient pour but de faire plafonner à 6 000 le nombre d'ogives de part et d'autre. La proposition tenait compte des asymétries évidentes entre les arsenaux des deux camps et prévoyait que les États-Unis et l'URSS puissent définir la composition de leur triade stratégique, à condition que le nombre d'ogives dans l'une ou l'autre composante de cette dernière ne dépasse pas 60 p. 100 du nombre total de charges. Par exemple, si la triade d'un pays avait pour principale composante les missiles balistiques basés au sol et que le nombre total d'ogives fût limité à 6 000, alors ces missiles ne pourraient porter plus de 3 600 ogives, et la même règle s'appliquerait aux bombardiers et aux sous-marins. D'après M. Bykov, cette formule offrirait toute latitude aux deux côtés pour procéder à des compromis valables.

L'Union soviétique a également préconisé une réduction des forces nucléaires à moyenne portée (INF) des superpuissances. Elle avait déjà réduit à 243 le nombre de lanceurs SS-20 braqués sur l'Europe de l'Ouest, soit le même nombre de SS-20 qui étaient en place *avant* les récents "contre-déploiements" soviétiques entrepris, a dit M. Bykov, par suite du déploiement en Europe par les Américains de missiles Pershing II et de missiles de croisière basés au sol (GLMC). En échange, les Soviétiques s'attendaient à ce que les États-Unis arrêtent le déploiement de ces missiles. Qui plus est, l'URSS avait proposé de négocier séparément avec la France et la Grande-Bretagne pour conclure un accord sur leurs arsenaux nucléaires "indépendants".

M. Bykov a soutenu que les réductions proposées par l'Union soviétique tenaient également compte des aspects *qualitatifs* des arsenaux stratégiques. Le but premier de la proposition soviétique était de réduire le nombre des armes dangereuses et déstabilisatrices qui avaient un potentiel *anti-forces*. Il a reconnu que les missiles intercontinentaux soviétiques représentaient une réelle menace sur ce plan, mais il a enchaîné en disant que les Américains avaient manqué de réalisme en cherchant à limiter *uniquement* le nombre de missiles intercontinentaux basés au sol. Il a souligné que le potentiel anti-forces des SLBM D-5 (Trident II) serait équivalent à celui des tout derniers missiles ICBM soviétiques. Le nombre d'ogives portées par les ICBM soviétiques et par les SLBM américains étant plafonné à 3 600 dans un cas comme dans l'autre, la proposition, a dit M. Bykov, tient compte du potentiel anti-forces des deux pays.

En ce qui concerne la composante aérienne de la triade, M. Bykov a reconnu que les missiles de croisière aéroportés américains (ALCM) n'offraient pas le même potentiel anti-forces que les missiles balistiques soviétiques et américains mentionnés ci-dessus. Toutefois, il a soutenu que les ALCM avaient tout de même un *certain* potentiel anti-forces du fait de leur précision et de leur capacité de pénétration.

Étant donné que les armes anti-satellites (ASAT) constituent une menace pour les éléments spatiaux critiques des réseaux de commandement, de contrôle, de communications et de renseignements électroniques (C³I) des deux camps — réseaux qui sont essentiels à la stabilité stratégique — l'Union soviétique était disposée à approuver l'interdiction de toutes les armes ASAT et de toutes les autres armes offensives dans l'espace.

Pour ce qui est des réseaux spatiaux de défense contre les missiles balistiques, M. Bykov a affirmé que si un camp en déployait un, l'autre ferait aussitôt de même; par conséquent, les deux blocs se verraient obligés d'accroître leurs arsenaux offensifs. Cette escalade aurait pour conséquence d'*affaiblir* la sécurité internationale, d'où la nécessité d'interdire ce genre de systèmes. Pour l'Union soviétique, il ne pouvait être question d'attendre la suite des événements, a dit M. Bykov. À moins d'une reconduction immédiate du Traité ABM et d'un accord durant l'interdiction de la mise à l'essai et du déploiement des systèmes spatiaux de défense, l'Union soviétique se verrait forcée de prendre des contre-mesures appropriées et de mettre en oeuvre son propre système de défense stratégique. "Il faut absolument conclure un accord," a-t-il dit.

M. Bykov a précisé que le processus de limitation des armements serait la première victime de la mise à l'essai et du déploiement des systèmes spatiaux de défense. D'après lui, la "Guerre des étoiles" et la limitation des armements sont incompatibles. "C'est soit l'un soit l'autre, mais pas les deux en même temps."

3. La réaction américaine aux propositions soviétiques :

Au déjeuner de clôture, l'ambassadeur Thomas Niles a décrit sommairement la réaction officielle des États-Unis aux propositions présentées par les Soviétiques à Genève. Pour commencer, il a souligné que l'état de paix qui existe entre l'Est et l'Ouest depuis 1945 s'explique probablement par la présence de l'arme nucléaire, dont nous connaissons l'effroyable pouvoir destructeur. Sans la menace qu'elle fait peser, un affrontement militaire aurait bien pu

avoir lieu entre les États-Unis et l'Union soviétique. M. Niles a soutenu que l'arme nucléaire était à la base de la doctrine de dissuasion depuis son introduction.

Pour Washington, les Soviétiques ont présenté de nouvelles propositions parce que les alliés de l'OTAN ont su rester solidaires les uns des autres. En novembre 1983, l'Union soviétique a quitté la table des négociations à Genève en jurant de ne pas y retourner tant que les États-Unis n'auraient pas retiré d'Europe leurs missiles de croisière basés au sol (GLCM) et leurs missiles balistiques Pershing II. Pourtant, les pourparlers ont repris. L'Union soviétique est revenue à la table des négociations, a dit M. Niles, "parce que les alliés occidentaux ont gardé leur sang-froid".

L'ambassadeur Niles a repris les dernières propositions déposées par les Américains à Genève, en mettant l'accent sur les éléments prépondérants. Le président Reagan avait préconisé "d'importantes réductions" des arsenaux nucléaires offensifs; à cet effet, il avait proposé que le nombre d'ogives montées sur les missiles balistiques stratégiques soit ramené à un maximum de 5 000 dans les deux camps, et que les bombardiers lourds et les missiles de croisière aéroportés fassent également l'objet d'un plafond numérique. Dans ces conditions, les États-Unis étaient disposés à négocier des compromis qui autoriseraient des différences dans l'organisation des forces des deux blocs.

Dans le cadre des pourparlers START, les États-Unis s'étaient fixé pour but de renforcer la stabilité qui garantit la dissuasion mutuelle, en cherchant à négocier "des réductions importantes, équitables et vérifiables des forces stratégiques ... réductions supérieures à celles prévues par l'accord SALT II". À l'origine, dans le cadre des négociations sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (INF), les États-Unis avaient demandé l'élimination complète des missiles INF américains et soviétiques basés à terre et ayant une portée supérieure. Toutefois, étant donné le rejet soviétique de cette proposition, les États-Unis s'étaient dit prêts à accepter que les forces nucléaires à portée intermédiaire fassent l'objet d'un même plafond à l'échelle du monde.

Les systèmes spatiaux de défense constituaient le troisième thème des négociations à Genève. L'ambassadeur Niles a dit que les États-Unis étaient prêts à discuter de tous les aspects relatifs aux armements spatiaux, y compris le rapport existant entre le potentiel offensif et la capacité défensive. Les États-Unis souhaiteraient s'écarter d'une politique de dissuasion fondée uniquement sur des

représailles nucléaires massives; il serait possible d'accroître la sécurité des deux côtés en réduisant le nombre d'armes offensives et en multipliant les réseaux défensifs.

L'ambassadeur Niles a souligné que les propositions américaines à Genève se basaient régulièrement sur des critères bien précis dont il faut aussi tenir compte lorsqu'on évalue les propositions soviétiques :

- 1) la stabilité de la dissuasion;
- 2) l'équilibre des forces nucléaires;
- 3) la capacité des deux camps de moderniser leurs arsenaux;
- 4) la sécurité des alliés européens;
- 5) la possibilité de vérifier que tout nouvel accord est respecté.

C'est dans cet ordre que l'ambassadeur Niles a parlé des critères.

La stabilité de la dissuasion serait gravement compromise si l'un ou l'autre bloc acquérait les moyens de réussir une première frappe. Les États-Unis n'avaient jamais poursuivi cet objectif, contrairement à l'Union soviétique, a déclaré M. Niles. Certains opposants de la politique américaine avaient soutenu que les États-Unis auraient une capacité de première frappe en 1989, avec le déploiement du missile D-5 à bord des sous-marins *Trident*, mais M. Niles a affirmé que les missiles nucléaires lancés depuis un sous-marin comportaient beaucoup trop de limitations techniques pour constituer une force de première frappe crédible. D'un autre côté, les négociateurs américains craignaient que certains aspects de la proposition soviétique eussent pour objet de conférer une capacité de première frappe à l'URSS.

Les propositions soviétiques sont-elles susceptibles de conduire à un juste équilibre entre les forces nucléaires des deux pays ? En première analyse, a déclaré M. Niles, on se rend compte que l'Union soviétique conserverait d'importants avantages relativement au nombre d'armes, d'ogives et de vecteurs et à la capacité d'emport des missiles balistiques. Les négociateurs soviétiques n'avaient jamais accordé beaucoup d'importance à la capacité d'emport, qui constituait pour les États-Unis un facteur primordial.

Les États-Unis craignaient également que l'adoption des propositions soviétiques les oblige à abandonner des éléments clés de leur programme de modernisation, tandis que le programme soviétique, qui n'en était pas au même point, pourrait se poursuivre

normalement. Ces propositions permettraient aux Soviétiques de déployer les missiles SS-X-24, SS-25 et SS-NX-23*, mais risqueraient d'interdire le déploiement des missiles américains D-5 et "Midgetman". C'était un point litigieux qu'il fallait tirer au clair.

Aux yeux des dérangeants américains, les nouvelles propositions de l'URSS visaient sans doute à favoriser la réalisation d'un de ses objectifs à long terme : susciter des dissensions entre les États-Unis et leurs alliés européens, de sorte que les États-Unis seraient obligés de retirer leurs systèmes offensifs de l'Europe, sans pour autant que la menace soviétique dirigée contre l'Europe de l'Ouest diminue.

La vérification était une autre question importante. Les négociateurs américains craignaient que la mise en oeuvre de certains aspects des propositions soviétiques ne pût être vérifiée.

Les progrès à Genève avaient été retardés par le préalable soviétique, à savoir que les États-Unis devaient abandonner leurs recherches associées à l'IDS, mais il semblait y avoir du nouveau à cet égard : le maréchal Akhromeyev avait laissé sous-entendre, à une conférence de presse à Moscou, que certains aspects de la recherche IDS étaient acceptables. M. Niles a maintenu que les Soviétiques menaient leurs propres travaux de recherche sur la défense stratégique depuis 15 ans, qu'ils croyaient à l'efficacité de ce genre de défense et qu'ils voulaient être les seuls à s'en doter. Le président des États-Unis ne pouvait permettre qu'il en fût ainsi. Les États-Unis avaient su faire preuve de modération, a déclaré M. Niles en rappelant le cas des armes à radiations renforcées (ERW) et celui du bombardier B-1 à l'époque du gouvernement Carter. Les États-Unis ont décidé de ne pas déployer la bombe à neutrons, mais cette bombe fait aujourd'hui partie de l'arsenal soviétique. Lorsque M. Carter a annulé le programme du bombardier B-1, l'URSS, au lieu de l'imiter, a poursuivi son programme du bombardier *Backfire* pour enchaîner aussitôt avec le programme du *Blackjack*, appareil qui s'apparente au B-1 et au B-1A à de nombreux égards.

Pour conclure, M. Niles a précisé que les négociateurs américains avaient des réserves au sujet de certains aspects des propositions soviétiques, mais que la position de l'URSS était nettement plus intéressante et qu'il y avait là des motifs d'optimisme.

* Le SS-N-23 n'est pas à l'étape de la mise au point. Ce SLBM équipe des sous-marins soviétiques de la classe Delta depuis décembre 1985.

4. Discussion et propos des participants

La réduction progressive :

Dans sa présentation, M. Alton Frye a fait allusion à la "réduction progressive". Il a dit que le Congrès américain avait avancé cette idée comme solution de rechange au lieu du "gel nucléaire" que la plupart des représentants jugeaient non négociable, du moins dans l'état actuel des choses. Selon M. Frye, la formule d'une réduction progressive a trouvé un accueil beaucoup plus favorable au Congrès que l'idée du gel nucléaire, et si la politique de M. Reagan en matière de limitation des armements s'est récemment infléchie de façon encourageante, c'est notamment grâce à la préférence du Congrès pour cette formule. Pour sa part, M. Frye était en faveur d'une réduction progressive. Il a soutenu que la modernisation se poursuivrait tant et aussi longtemps que les deux superpuissances conserveraient le droit de perfectionner leurs arsenaux nucléaires. Si l'on adoptait un régime de réduction progressive, les arsenaux diminueraient par le fait même de la modernisation, et les contraintes imposées par le régime favoriseraient donc la stabilité.

En outre, la position soviétique avait nettement "évolué". M. Frye a cité les propos d'un porte-parole soviétique, M. Georgi Korniyenko, qui avait déclaré à Genève que "toute réserve" exprimée par l'Union soviétique au sujet de la réduction progressive "visait uniquement la formulation de la proposition originale". L'URSS semblait maintenant prête à discuter de la possibilité d'opérer une réduction progressive. Tout en prônant la formule d'une réduction progressive, les instances américaines favorisent le déploiement d'un petit missile à ogive unique, baptisé "Midgetman". M. Frye s'est empressé d'ajouter que ce missile ne serait pas nécessairement mobile. Si les deux superpuissances parvenaient à réduire leur potentiel anti-forces à 3 000 ou 4 000 ogives "anti-objectifs durcis", soit le seuil que souhaite l'URSS, alors les États-Unis pourraient envisager le déploiement du Midgetman dans des silos fixes. De cette façon, a ajouté M. Frye, on éviterait les problèmes de vérification que posent toujours les lanceurs mobiles.

MM. Denis Healey et William Epstein se sont élevés contre l'optimisme de M. Frye quant à la réduction progressive et au Midgetman. Pour eux, le gel constituait une solution réalisable, tant sur le plan politique que du point de vue de la vérification. Qui plus est, une grande partie de l'opinion en Amérique du Nord et en Europe favorise cette solution.

M. Epstein a prédit qu'on chercherait à travestir la formule d'une réduction progressive, qu'on s'en servirait comme prétexte pour retirer les armes désuètes en vue de déployer des armes plus précises et se prêtant moins à la vérification. Les superpuissances seraient trop heureuses de se débarrasser de deux ou trois "modèles d'engins époumonés du genre Ford T", pour les remplacer par des "Ferrari modernes au moteur gonflé". Cette formule n'est certes pas faite pour accroître la sécurité dans le monde.

Forces nucléaires à portée intermédiaire (INF)

M. Wolfgang Behrends, ambassadeur de la RFA au Canada, était un autre membre du panel à la séance du vendredi matin sur la limitation des armements. Comme M. Alton Frye, il s'est dit heureux des nouvelles positions soviétique et américaine sur la limitation des armements. Toutefois, il a fait observer que la définition soviétique des armes stratégiques continue de poser un problème qui, depuis 15 ans, empêche les négociations de progresser dans le domaine.

Au début des négociations SALT I en 1969, l'Union soviétique avait déclaré que les pourparlers ne devaient pas porter sur les missiles balistiques à portée intermédiaire (IRBM) SS-4 et SS-5, car ces derniers ne pouvaient atteindre les États-Unis et ne constituaient donc pas des armes stratégiques. En contrepartie, les éléments américains déployés dans des bases avancées — par exemple les avions américains embarqués et les F-111 basés en Grande-Bretagne — constituaient des armes stratégiques du fait qu'ils *pouvaient* atteindre l'Union soviétique; ils devaient donc entrer en ligne de compte. Pour en arriver à un accord, il a fallu exclure des négociations SALT tous ces systèmes d'armes "périphériques".

Cette "concession" accordée à l'Union soviétique s'est traduite par le déploiement des SS-20 dans le cadre de la "modernisation" des forces nucléaires soviétiques à portée intermédiaire (INF). Aux yeux des dirigeants de l'Europe de l'Ouest, les SS-20, dont l'existence n'a été décelée par les services de renseignement qu'une fois leur déploiement* amorcé, représentaient une grave menace. Par réaction, les chefs de l'OTAN s'entendirent en 1979 sur la politique dite "à double décision", qui consistait à mener les pourparlers INF avec l'Union soviétique tout en préparant le déploiement des nou-

* Le missile balistique à portée intermédiaire SS-20 est un dérivé de l'ICBM SS-16, missile mobile à trois étages interdit en vertu du Traité SALT. L'URSS a donc enlevé un étage au missile, et l'ICBM SS-16 est devenu l'IRBM SS-20.

veaux missiles américains basés au sol. Lorsque les pourparlers INF ont été rompus, les États-Unis ont commencé à installer en Europe des missiles balistiques à portée intermédiaire Pershing II et des missiles de croisière lancés depuis des bases terrestres (GLCM).

L'essentiel à retenir, selon l'ambassadeur Behrends, c'est qu'aux yeux des dirigeants de l'Europe de l'Ouest, les missiles SS-20 sont des armes "stratégiques" parce qu'ils peuvent atteindre le territoire de leur pays. On pourrait même dire que les missiles à plus faible portée SS-21, SS-22 et SS-23 sont des missiles stratégiques, car depuis leur récent déploiement en Allemagne de l'Est et en Tchécoslovaquie, ils sont à distance de frappe du territoire européen, notamment de l'Allemagne de l'Ouest. L'Union soviétique a toujours soutenu que le SS-20 constituait une parade aux forces nucléaires françaises et britanniques. Toutefois, ces dernières sont des armes de "dernier recours", ne font pas partie de l'arsenal de l'OTAN et n'ont pas du tout la même *raison d'être* que l'arsenal nucléaire américain.

M. Denis Healey a soutenu que la position soviétique, à savoir qu'il fallait ajouter les arsenaux nucléaires britanniques et français à l'arsenal américain, était tout à fait valable. Aux termes de la proposition soviétique présentée à Genève, toute augmentation des forces nucléaires françaises et britanniques devra s'accompagner d'une réduction équivalente de l'arsenal nucléaire américain, en vue de maintenir l'équilibre général.

M. Bykov a fait trois observations pour clarifier le but de la proposition soviétique à cet égard : 1) une réduction de 50 p. 100 des arsenaux soviétiques et américains ramènerait ces derniers à un niveau moins disproportionné par rapport aux forces européennes; 2) les réductions importantes que l'on proposait n'étaient que le commencement d'un processus de réduction à long terme auquel les autres puissances nucléaires participeraient un jour ou l'autre; 3) pour l'instant, l'Union soviétique ne réclamait pas une réduction des forces britanniques et françaises, mais elle demandait simplement que l'on tienne compte de ces dernières dans le calcul de l'équilibre stratégique général.

M. George Bell, de l'Institut canadien des études stratégiques, a fait remarquer que le déploiement d'un nombre croissant de SS-20 en Asie ferait peser une menace sur la partie nord-ouest du continent nord-américain.

M. Frye a rappelé à l'auditoire que le nombre d'ogives déployées est si considérable que même si les États-Unis et l'Union soviétique supprimaient toutes les forces nucléaires à portée intermédiaire, chaque cible menacée par ces dernières le serait toujours par les ogives des arsenaux stratégiques. Autrement dit, la suppression de tous les SS-20 n'éliminerait pas la menace qui pèse sur l'Europe de l'Ouest. De même, la suppression des armes INF américaines ne changerait rien à la menace sous laquelle vivent l'Europe de l'Est et l'Union soviétique.

M. Frye a dit que, pour cette raison, il favorisait une formule de limitation intégrale suivant laquelle les forces INF feraient partie de l'arsenal global. De cette façon, si l'on pratiquait des réductions, il serait plus avantageux de conserver des engins stratégiques capables d'atteindre "l'ensemble des cibles", et d'éliminer les missiles à moyenne portée, moins polyvalents. La stabilité en serait renforcée, a poursuivi M. Frye, car les deux camps miseraient de plus en plus sur un nombre décroissant de systèmes stratégiques se prêtant à la vérification.

M. William Beckett, ancien Directeur du nucléaire et du désarmement (Politique) au ministère canadien de la Défense nationale, a soulevé le problème que pose la définition de l'expression arme "stratégique". Par exemple, les missiles de croisière soviétiques lancés par sous-marin (SLCM) seraient capables de toucher des cibles sur le territoire des États-Unis. Fallait-il compter ces missiles ? M. Bykov a répondu qu'il faudrait tenir compte de tout engin pouvant atteindre le territoire de l'adversaire.

Propositions concernant l'interdiction des essais nucléaires

Peu de temps avant la conférence, le Secrétaire général de l'URSS, M. Gorbatchev, avait annoncé que son pays comptait suspendre provisoirement les essais nucléaires et il avait invité les États-Unis à l'imiter avant la fin de 1985. M. Jim Stark (Opération Dismantle) a demandé pourquoi cette initiative unilatérale avait suscité si peu d'intérêt en Occident.

M. Bykov a déclaré que les dirigeants soviétiques avaient été intrigués par l'absence de réaction. Les arguments contre un traité sur l'interdiction absolue des essais nucléaires, a-t-il dit, commençaient à changer. Précédemment, les négociateurs occidentaux soutenaient que l'observation d'un tel traité serait impossible à vérifier. Maintenant, on parlait plutôt de la nécessité militaire de procéder à des essais en vue de moderniser les systèmes d'armes. Dans le fil de ce raisonnement, les essais étaient essentiels à la mise au point et au

déploiement d'armes plus perfectionnées. Cet argument, a souligné M. Bykov, fait ressortir un aspect crucial de toute formule de limitation des armements, à savoir le potentiel *anti-forces*. Pour M. Bykov, une façon d'empêcher la mise au point d'armes anti-forces encore plus meurtrières consiste à interdire l'essai de nouvelles armes.

M. Epstein a soutenu que l'adoption d'un accord sur l'interdiction absolue des essais nucléaires devrait constituer l'objectif primordial du Canada aux Nations-Unies. Il a soutenu que les États-Unis s'opposent à ce genre d'accord pour la simple raison qu'ils veulent mettre de nouvelles armes à l'essai. Les alliés n'étaient pas forcément d'accord avec cette position, a dit M. Epstein, mais ils ont donné leur aval afin de préserver la solidarité au sein de l'OTAN.

M. Frye a rappelé à l'auditoire que les partisans de l'interdiction absolue des essais nucléaires étaient très nombreux au Congrès américain. Mais il ne faut pas oublier, a-t-il ajouté, que la ratification d'un traité à ce stade n'empêcherait pas le déploiement de nouvelles armes anti-forces américaines, par exemple le Midgetman et le missile D-5 sur Trident. Malgré les efforts du Congrès, le gouvernement Reagan n'est carrément pas en faveur d'interdire les essais nucléaires. On a proposé un compromis prévoyant la ratification d'un traité sur la limitation des essais nucléaires et du Traité sur les explosions nucléaires à buts pacifiques (PNET), ainsi que la reprise des pourparlers sur l'interdiction absolue des essais, assortie d'un quota immédiat de cinq essais par année dans chaque bloc. Toutefois, puisque les conseillers nationaux des États-Unis en matière de sécurité affirmaient qu'il fallait exécuter des essais afin de vérifier la "fiabilité" des arsenaux, M. Frye a prédit qu'il n'y aurait probablement aucun compromis sur les essais nucléaires tant que le gouvernement Reagan serait au pouvoir.

II.

LA TECHNOLOGIE DE L'IDS ET SES CONSÉQUENCES POUR LA DOCTRINE

1. Introduction

La séance de vendredi après-midi a été présidée par M. Stuart Smith, président du Conseil des sciences du Canada, organisme qui formule des recommandations au gouvernement fédéral sur sa politique en matière scientifique et technologique. M. Smith a lancé la discussion en faisant observer que la technologie de l'IDS pourrait servir à diverses fins, tout dépendant de son degré d'efficacité. Si le projet est motivé par des considérations militaires, la technologie doit être infaillible. En revanche, s'il est destiné à jouer un rôle diplomatique, dans le cadre de négociations par exemple, il suffit que les systèmes pussent fonctionner, de façon que l'adversaire se sente obligé de faire des concessions. Dans une optique de recherche ou de stratégie industrielle, seulement certains éléments devraient pouvoir fonctionner, bien que ce soit là un moyen très coûteux de stimuler ces secteurs. Enfin, si l'objectif du projet est purement politique et qu'il vise principalement à gagner des appuis au gouvernement, alors il pourrait très bien ne jamais fonctionner, l'important étant que l'entreprise plaise. Poursuivant son raisonnement, M. Smith a soutenu que nous aurions une bien meilleure idée des objectifs stratégiques de la technologie de l'IDS s'il était possible d'en connaître la valeur.

M. Gerold Yonas, scientifique en chef de l'Organisation de l'Initiative de défense stratégique, a ensuite fait brièvement l'historique de l'IDS et il a décrit sommairement la technologie s'y rapportant.*

C'est en mars 1983 que le président Reagan a émis pour la première fois l'idée de lancer un ambitieux programme de recherche devant aboutir au déploiement d'un système de défense antimissiles balistiques. Il a alors créé deux comités afin d'étudier la question et il a officiellement mis en branle l'Initiative de défense stratégique (IDS) en 1984, lui consacrant alors un financement initial d'environ 1,4 milliard de dollars américains.

L'IDS est considérée comme une "précaution" prise face aux efforts de recherche soviétiques dans le domaine de la défense stratégique. Selon M. Yonas, l'URSS reste un "adversaire résolu" : elle ne laissera pas la partie facile aux États-Unis; elle va réagir. Tout

* La technologie de l'IDS est présentée en détail à l'annexe II.

programme de recherche américain doit tenir compte des contre-mesures soviétiques possibles, afin de mesurer avec réalisme la faisabilité des systèmes de défenses.

2. Les contre-mesures soviétiques possibles et “l'équipe des Rouges”

M. Yonas a indiqué aux participants que l'Organisation de l'Initiative de défense stratégique (OIDS) avait formé une “équipe des Rouges”, dont le mandat était de battre “l'équipe des Bleus”, en élaborant des contre-mesures qui soient réalistes, crédibles et efficaces. L'équipe en a proposé un certain nombre :

- a) la prolifération des propulseurs et des ogives;
- b) le renforcement de la structure des fusées de lancement;
- c) le recours à des propulseurs à combustion rapide pour raccourcir la phase de propulsion;
- d) l'attaque des systèmes spatiaux au moyen d'armes antisatellites (ASAT);
- e) l'emploi d'aides à la pénétration, telles que des bandelettes antiradars, des leurres et des ballons métalliques.

Manifestement, la prolifération de missiles et d'ogives offensifs constitue l'une des contre-mesures les plus simples auxquelles les Soviétiques puissent faire appel. Quant à lui, le “durcissement” des propulseurs présente des avantages :

- a) accroître le temps nécessaire pour détruire chaque missile, ce qui permettrait à davantage de missiles d'atteindre la phase balistique;
- b) supprimer la capacité d'évaluer la destruction, c'est-à-dire empêcher le système de surveillance américain de savoir si la cible a été détruite ou non.

Un raccourcissement de la phase de propulsion, celle-ci se terminant alors *avant* que le missile sorte de l'atmosphère, rendrait difficile, sinon impossible, la destruction des missiles soviétiques pendant la phase de propulsion, ce qui surchargerait du même coup les couches ultérieures du système de défense. Sans doute la mesure la plus efficace consisterait-elle simplement à attaquer les systèmes de défense spatiaux, qui ne jouissent d'aucune protection, mais cela constituerait une grave provocation.

D'aucuns ont souligné que, pour être réaliste, l'équipe des “Rouges” devait estimer le *coût* de ces contre-mesures. Par exemple, l'équipe est en train de se demander quels effets les propulseurs à

combustion rapide auraient sur deux catégories de missiles, c'est-à-dire les engins à ogive simple et à ogives multiples, et pour cela, elle pose les questions suivantes : comment cela influencerait-il sur le degré de précision des missiles ? Sur leur poids ? Quels progrès technologiques la mise au point de ces propulseurs suppose-t-elle ? Quels seront les coûts ?

3. Les défis techniques que présentent les contre-mesures soviétiques

M. Yonas a énuméré les qualités que doit posséder un système spatial de défense contre les missiles balistiques pour être considéré comme étant techniquement réalisable :

- a) *la survivabilité* : beaucoup d'éléments du système de défense suivraient une orbite fixe autour de la Terre. Pour être fiables et efficaces, ils devraient pouvoir survivre aux attaques de l'adversaire.
- b) *la résistance* : ces systèmes doivent pouvoir encaisser et déjouer les contre-mesures de l'adversaire.
- c) *la rentabilité* : tant du point de vue financier que politique. Un système défensif doit coûter moins que les contre-mesures de l'adversaire. De plus, il doit respecter les exigences des accords sur la limitation des armements; en d'autres termes, il doit entraîner une réduction des forces offensives.

Les contre-mesures décrites précédemment présentent beaucoup de nouveaux défis techniques. Par exemple, en employant des leurres et des bandelettes antiradars au cours de la phase balistique, l'adversaire surchargerait les instruments chargés de distinguer les cibles véritables, ce qui rendrait nécessaire l'accélération des calculs informatiques et du traitement des données. (Voir l'annexe II pour plus amples détails sur la technologie de l'IDS.) S'il est impossible de satisfaire à toutes ces exigences, alors les chercheurs devront conclure que, tout bien considéré, un tel système de défense global n'est pas réalisable.

4. Perception de la défense stratégique soviétique

M. Yonas a fait valoir que la recherche reliée à l'IDS était inspirée par la prudence, face aux efforts soutenus de l'URSS en matière de défense stratégique. Au cours de la discussion, il a énuméré les éléments suivants du programme de défense soviétique en précisant qu'ils étaient importants : la défense aérienne, l'existence d'un radar antimissiles balistiques près de Moscou, la défense civile, les armements ASAT, la poursuite des recherches et des travaux de

développement dans le domaine des technologies de pointe (comme les armes à faisceau), et les systèmes d'avant-garde de surveillance et d'alerte.

Il a aussi été question du réseau de radars à antenne-réseau phasée, déployé profondément à l'intérieur du territoire soviétique, réseau qui contrevient clairement au Traité sur les missiles antimissiles balistiques de 1972. De plus, M. Yonas a soutenu qu'on avait des preuves de l'existence à Sary Shagen d'une importante station de recherche sur les armes à énergie dirigée.

5. Réactions européennes face à l'IDS

L'ambassadeur Behrends a fait valoir que les dirigeants ouest-européens, tout en convenant publiquement du caractère "prudent" de l'IDS, n'en exprimaient pas moins, en privé, des réserves quant à ses répercussions. Comme les armes nucléaires et la défense stratégique accapareraient une plus grande part du budget de défense américain, ils craignent que les États-Unis aient moins d'argent à consacrer aux forces classiques de dissuasion de l'OTAN déployées en Europe de l'Ouest. Ils craignent aussi que l'IDS serve à protéger les États-Unis, mais non l'Europe, et que si les deux superpuissances déploient des systèmes de défense stratégiques, elles en viennent à considérer l'Europe comme un champ de bataille nucléaire "sûr".

6. Critiques de l'Initiative de défense stratégique

M. Richard Garwin, chercheur principal chez IBM, a répondu aux arguments de M. Yonas concernant la technologie de l'IDS. Si l'Organisation de l'Initiative de défense stratégique (OIDS) étudie la faisabilité d'un tel mécanisme de défense, a-t-il dit, il est surprenant qu'aucune hypothèse n'ait encore été rejetée.

M. Garwin a dressé un parallèle entre l'IDS du président Reagan et la "guerre contre le cancer" de l'ancien président Nixon. En dix ans, on a consacré dix milliards de dollars à la recherche "appliquée", politiquement dirigée, pour n'aboutir finalement à aucun résultat appréciable. En fait, ce programme a probablement retardé l'acquisition des connaissances de base qui se révèlent maintenant si utiles.

Selon M. Garwin, les systèmes de défense spatiaux seraient coûteux et vulnérables. Même M. Edward Teller, pourtant un ardent partisan de l'IDS, s'était opposé au déploiement d'un tel réseau dans l'espace, lors des audiences tenues par les comités du Congrès.

Quand M. Garwin siégeait au Comité consultatif présidentiel pour les sciences au cours des années 1960 et 1970, il a participé à l'analyse du programme des navettes spatiales. À l'époque, la NASA avait promis que, pour placer des véhicules et de l'équipement sur orbite terrestre basse, il en coûterait environ 50 \$ la livre. Aujourd'hui, ce chiffre est passé à 1 500 \$ la livre, et les frais seraient multipliés par deux pour les lancements sur orbite polaire; or, c'est sur ce genre d'orbite qu'il faudrait placer beaucoup de composantes de l'IDS. En revanche, il *aurait été* possible de réaliser un système terrestre de défense des silos de missiles. "Nous n'y travaillons pas, a dit M. Garwin, parce que ça n'en vaut pas la peine." La Commission Scowcroft, formée par le président Reagan, avait conclu en 1984 qu'il n'était pas nécessaire de protéger la "capacité stratégique de riposte" des États-Unis (les missiles ICBM), parce qu'il n'existait aucun "créneau de vulnérabilité".

Il n'est pas vrai, a poursuivi M. Garwin, qu'après avoir signé le Traité sur les missiles antimissiles balistiques (ABM) de 1972, les États-Unis ont décidé de ne pas construire la seule installation ABM permise par le Traité. Les États-Unis avaient établi une base antimissiles à Grand Forks (Dakota du Nord), mais ils l'ont démantelée en 1975, les stratèges américains ayant estimé qu'il ne servait à rien de la maintenir en opération. Les États-Unis ont toujours su que l'URSS menait des recherches en matière de défense stratégique, mais ils ont chaque fois riposté par des contre-mesures offensives, moins coûteuses et plus faciles à appliquer. Pour cette raison, M. Garwin a félicité l'Organisation de l'IDS d'avoir mis sur pied "l'équipe des Rouges" en la chargeant d'imaginer et d'analyser des contre-mesures capables de pénétrer les défenses stratégiques. Le propulseur à combustion rapide, par exemple, déjouerait très efficacement les divers intercepteurs pendant la phase de propulsion. Les faisceaux de particules neutres seraient inutiles dès lors, car s'ils sont capables de percer une épaisseur de vingt centimètres d'aluminium, ils ne pourraient parcourir ne serait-ce qu'une très courte distance dans l'air : en effet, l'atmosphère de la Terre séparerait les électrons des protons, et les particules chargées ainsi produites seraient déviées par le champ magnétique terrestre. Les propulseurs à combustion rapide poseraient aussi des problèmes aux lasers à rayons X, armes que favorise actuellement M. Edward Teller. Celui-ci préconise le déploiement de lasers à rayons X avec des missiles pouvant être lancés depuis un sous-marin, car une telle combinaison de moyens permettrait de les placer aussi près que possible des bases de missiles soviétiques. Cependant, la courbure de la Terre présenterait des difficultés, d'ajouter M. Garwin. Pour attaquer les missiles soviétiques au cours de la phase de propulsion,

il faudrait lancer ces lasers très rapidement pour les soustraire à l'effet de la courbure de la Terre. C'est ce qu'on appelle le mode "éjection". On devrait alors recourir à un gros et puissant missile pour porter promptement les lasers à haute altitude; or, un tel missile coûterait beaucoup plus que l'engin soviétique qu'il serait censé détruire. Les fusées à combustion rapide raccourciraient tellement la phase de propulsion qu'il serait impossible d'employer les lasers à rayons X pour intercepter le missile pendant cette période de sa trajectoire.

Le déploiement par les Soviétiques de propulseurs à combustion rapide aurait d'autres conséquences. Ainsi, le nombre de satellites basés dans l'espace devrait sans doute être multiplié par 30, parce qu'un plus grand nombre d'ogives franchiraient la phase de propulsion et surchargeraient du même coup les intercepteurs de la phase balistique. En outre, si les propulseurs ne peuvent résister à plus de dix calories environ par centimètre carré, les véhicules de rentrée, eux, peuvent en "encaisser" plus de mille. Le simple fait de discuter des plans de défense stratégique suffit pour que les Soviétiques mettent au point et déploient des propulseurs à combustion rapide. Ce faisant, les États-Unis encouragent les Soviétiques à construire de nouveaux missiles plus résistants, plus menaçants et moins coûteux que ceux qu'il déploient actuellement.

Les contre-mesures soviétiques de la phase balistique seraient elles aussi relativement moins coûteuses. Selon le scénario envisagé par les concepteurs de l'IDS, des armes à énergie cinétique largueraient des "projectiles intelligents" qui devraient absolument toucher les ogives soviétiques dans l'espace pour les détruire. L'URSS n'aurait alors qu'à déployer plus d'ogives par missile, de sorte que ces projectiles auraient fort à faire pour détecter et poursuivre leurs cibles dans l'espace au milieu des explosions nucléaires. De plus, chaque véhicule de rentrée pourrait être entouré de ballons métalliques qui lui seraient reliés par des cordes. "Le projectile le plus intelligent va choisir une cible au hasard et détruira l'un des ballons, et non le véhicule de rentrée."

Au lieu de poursuivre un politique de défense stratégique risquant d'inciter les Soviétiques à déployer plus de missiles et plus d'ogives, les États-Unis devraient rechercher la sécurité que leur assureraient l'adhésion au Traité sur les missiles antimissiles balistiques, une interdiction qui frapperait les armes antisatellites et spatiales, et la réduction massive des arsenaux nucléaires de part et d'autre.

7. Discussion et propos de participants

Plusieurs participants ont soutenu que les allégations de l'administration Reagan au sujet du programme soviétique actuel de défense stratégique ne résistaient pas à l'analyse. Par exemple, on a dit croire que les chiffres américains concernant le budget soviétique de défense stratégique surestimaient les dépenses relatives à la défense civile. En outre, une analyse récente menée par la CIA sur les programmes de recherche intéressant les armes à énergie dirigée, analyse dont la presse a pris connaissance plus tôt cette année par suite d'une fuite, arrivait à la conclusion que le programme américain était en avance de cinq ans sur celui des Soviétiques.

La recherche sur l'IDS se justifie selon certains par les retombées commerciales importantes qui en découleraient. Nombre de participants se sont élevés contre une telle affirmation. M. John Pike a souligné que les technologies dont il s'agit ici sont délaissées depuis des années au Pentagone, leurs partisans n'ayant pu trouver un programme dans le cadre duquel elles auraient pu servir. Mais si les militaires eux-mêmes ne savent quoi en faire, il y a peu de chances pour que les entreprises civiles s'y intéressent.

On a mis l'accent sur l'un des plus grands inconvénients de l'IDS : il y avait très peu de temps pour riposter. Dans une situation de crise, il faudrait programmer le système pour qu'il riposte automatiquement dès qu'il détecterait le lancement d'un missile par l'adversaire. Compte tenu du grand nombre d'erreurs commises par les systèmes d'alerte informatisés, une telle façon de riposter présenterait de graves dangers : elle risquerait de mener à une guerre nucléaire par inadvertance.

Des participants ont posé les questions clefs suivantes : Qu'est-ce que les États-Unis veulent défendre au juste, les villes ou les silos ? Combien le système coûterait-il ? Les États-Unis pourraient-ils consacrer indéfiniment des sommes colossales à l'IDS ? Les contre-mesures soviétiques, telles que le déploiement de nombreux autres missiles offensifs supplémentaires, annuleraient-elles les avantages d'un système de défense ? Vaut-il la peine de mettre en péril le Traité sur les missiles antimissiles balistiques pour poursuivre la réalisation de l'IDS ? On a convenu que beaucoup de ces questions se rapportaient aux *principes* du débat et que les ingénieurs, formés pour évaluer la faisabilité des systèmes, n'étaient pas en mesure d'y répondre.

M. Charles Thomas, Sous-secrétaire adjoint au Département d'État américain, a déclaré que les États-Unis n'étaient pas à la

recherche d'un système de défense sans faille, mais qu'ils voulaient seulement "créer de l'incertitude" dans l'esprit des stratèges soviétiques. En réponse à cette affirmation, on a encore une fois voulu savoir quel serait le coût d'une telle entreprise. On s'est aussi demandé si cette "incertitude" ne risquerait pas d'engendrer de dangereux malentendus et de l'instabilité sur le plan stratégique.

M. Al Carnesale, professeur spécialiste des politiques d'intérêt public et Directeur des études à la *J.F. Kennedy School of Government*, à Harvard, a répondu aux dix questions suivantes qui sont les plus importantes, selon lui, quand on parle de l'Initiative de défense stratégique :

- 1) En quoi consiste l'IDS ?
- 2) Quels sont ses objectifs ?
- 3) Ce projet a-t-il une chance de réussir ?
- 4) Quel en sera le coût ?
- 5) Quelle sera la réaction de l'Union soviétique ?
- 6) Quelle sera celle des alliés européens ?
- 7) Quelle influence aura-t-il sur la limitation des armements ?
- 8) Va-t-il aggraver le risque de guerre nucléaire ?
- 9) Comment évaluer le projet des points de vue moral et déontologique ?
- 10) Que devrions-nous faire ?

M. Carnesale a rappelé aux participants que l'IDS représentait un effort de recherche devant aboutir à un système de défense contre les missiles balistiques. Celui-ci ne serait d'aucune utilité contre les bombardiers, les missiles de croisière, les chalutiers, ou les bombes nucléaires "amenées clandestinement dans nos villes dans des ballots de marijuana". On ne peut donc pas dire qu'il s'agit d'un système de défense *global*.

Les objectifs de l'IDS ? Ils varient selon la personne qui en parle. Ainsi, le président Reagan souhaite par ce moyen rendre les armes nucléaires impuissantes et désuètes, et le Secrétaire à la Défense veut en arriver à un système fiable capable d'assurer une défense intégrale. En revanche, d'autres, comme on a pu l'entendre au cours de la conférence, n'y voient qu'un moyen de "créer de l'incertitude" et de contrecarrer les plans d'attaque soviétiques. Selon M. Carnesale, il y a une grande différence entre, d'une part, chercher à défendre la population et les installations militaires et, d'autre part, vouloir seulement compliquer la tâche à l'adversaire qui songerait à attaquer.

L'IDS peut-elle réussir ? Tout dépend de ses objectifs. Un système de défense infaillible qui nous ferait entrer dans une ère post-nucléaire tient probablement plus du rêve que de la réalité. Mais si l'on veut simplement défendre les silos de missiles, alors la technologie nécessaire existe déjà, et la question est de savoir si l'opération justifie les investissements qu'il faudrait lui consacrer.

Cette conclusion amène M. Carnesale à sa quatrième question : le coût. On connaît les sommes qui seront consacrées au programme de recherche, mais que dire du déploiement du système dans l'espace ? "Si l'on ne connaît pas l'objectif véritable du système ni la technologie nécessaire, et qu'on ignore la nature et l'ampleur de la menace, comment peut-on sérieusement calculer le coût de l'entreprise ?"

Comment réagira l'Union soviétique ? L'IDS incitera les Soviétiques à adopter des contre-mesures analogues à celles que M. Yonas a décrites et qui visent à déjouer ou à surcharger les systèmes de défense. De plus, l'URSS va certainement accélérer son propre programme de défense stratégique.

Comment réagiront les alliés européens ? Selon M. Carnesale, ils attachent beaucoup d'importance au fait que les Soviétiques ne se soient jamais servi de l'arme nucléaire contre l'Europe occidentale, même s'ils la possèdent depuis une quarantaine d'années. Les Européens sont donc satisfaits du statu quo et voient d'un mauvais œil tout changement dans l'équilibre des forces sur leur continent. En outre, Français et Britanniques craignent de leur côté que le déploiement éventuel de systèmes de défense contre les missiles balistiques par les deux superpuissances enlève toute valeur de dissuasion à leurs propres arsenaux nucléaires. Les Européens de l'Ouest redoutent aussi que, si les États-Unis et l'URSS mettent au point un tel système, ils en viennent à considérer l'Europe comme un endroit "sûr" où livrer une guerre classique ou même nucléaire.

Comment l'IDS influera-t-elle sur la limitation des armements ? L'IDS contrevient de façon évidente au Traité sur les missiles antimissiles balistiques, traité que M. Carnesale a aidé à négocier. La conviction qui sous-tend le Traité, et qui est toujours vraie aujourd'hui, c'est qu'un accroissement des systèmes de défense conduira à une augmentation des arsenaux offensifs. Qui plus est, si l'on mettait en place des systèmes spatiaux de défense contre les missiles balistiques, tout espoir de limiter les armements antisatellites (ASAT) deviendrait complètement utopique.

M. Carnesale croit que l'idée de partager la technologie de l'IDS avec les Soviétiques est si manifestement absurde qu'il ne vaut même pas la peine d'en discuter. Lors des débats de la dernière campagne présidentielle, M. Reagan avait dit : "Cette technologie va fonctionner et nous allons la partager avec les Russes." Ce à quoi M. Mondale avait répondu : "Cette technologie ne fonctionnera pas, et ce programme est tellement important que nous serions mal avisés d'en communiquer la teneur aux Russes." M. Carnesale propose un compromis : "Si elle fonctionne, gardons-la pour nous; si elle échoue, partageons-la."

La mise en place d'un tel système de défense aggraverait-elle le risque de guerre nucléaire ? La technologie proposée serait probablement plus efficace contre une deuxième frappe que contre une première frappe, parce que la deuxième frappe serait moins coordonnée et qu'il resterait alors moins d'armes à l'ennemi pour contre-attaquer; c'est ce qu'on appelle la "riposte désorganisée". Donc, en temps de crise, l'existence d'un système de défense stratégique inciterait l'adversaire à attaquer le premier. M. Carnesale a tourné en dérision la notion voulant que l'arsenal défensif représente un facteur de stabilité, énonçant comme suit l'attitude générale : "Certaines armes, certaines technologies sont dangereuses et déstabilisatrices — *celles de l'adversaire*. Mais *nos* armes ne le sont pas." Si l'Union soviétique se mettait à déployer un système défensif, ne serait-ce que pour défendre ses missiles ICBM, les analystes stratégiques américains dénonceraient cette action en disant qu'elle s'inscrit dans la stratégie soviétique de première frappe et qu'elle constitue donc un facteur de déstabilisation. "Et ces analystes pourraient bien avoir raison."

Et qu'est-ce que la moralité et la déontologie ont à voir avec tout cela ? On présente souvent cette question sous la forme d'un choix entre deux options, soit la "destruction mutuelle assurée" et la "survivance mutuelle assurée". Mais M. Carnesale estime que c'est là une mauvaise façon de poser le problème, car il s'agit plutôt d'une comparaison entre *une réalité*, à savoir que guerre nucléaire égale destruction assurée, et *l'espoir* que nous puissions survivre à un affrontement atomique.

Que devons-nous faire ? Le plus important, a dit M. Carnesale, c'est de chercher à rationaliser le débat. Il a décrit sommairement les opinions extrêmes répandues à ce sujet aux États-Unis. Pour la droite, l'IDS mène à la paix; pour la gauche, elle constitue un facteur de déstabilisation. La droite estime qu'elle va renforcer la dissuasion, mais la gauche l'assimile à un élément d'un arsenal de

première frappe. La gauche croit également que ce projet est techniquement trop ambitieux et qu'il coûterait trop cher, l'opinion contraire étant que rien n'est impossible pour les États-Unis et que le jeu en vaut la chandelle, quel qu'en soit le prix. Pour la gauche, l'IDS sonne le glas des négociations sur la limitation des armements, alors que la droite y voit une occasion de les faire redémarrer. La gauche la considère aussi comme une "mystification cruelle", et la droite, comme un "devoir moral". Aucune de ces opinions, par trop absolues, ne peut être correcte.

Que ferait M. Carnesale ? Selon lui, le plus grand danger réside dans l'appui politique croissant que recueille l'IDS. Il recommande plutôt que le gouvernement américain réaffirme son intention de respecter le Traité sur les missiles antimissiles balistiques. Les États-Unis devraient contrer les systèmes soviétiques potentiels de défense contre les missiles par l'emploi d'aides à la pénétration et non en édifiant leur propre système de défense.

Les préoccupations auxquelles font face les États-Unis, le Canada et les autres membres de l'OTAN demeurent les mêmes : l'équilibre des forces en Europe, les crises qui pourraient éclater dans le golfe Persique, le bassin du Pacifique et ailleurs, comment *dissuader* l'adversaire de déclencher une attaque nucléaire, et *non* élaborer une stratégie pour se défendre contre une telle attaque.

8. Le rôle du Canada dans la défense stratégique :

Parmi les questions débattues à la séance du samedi matin, citons les suivantes : Comment la mise en oeuvre technologique et politique du programme américain de défense stratégique influencerait-elle sur le Canada ? Notre pays serait-il obligé de modifier sa politique étrangère ? Certaines composantes du système de défense stratégique seraient-elles déployées sur le territoire canadien ?

M. Lawrence Hagen, Directeur de la recherche au Centre canadien pour le contrôle des armements et le désarmement, a présenté un mémoire sur les conséquences d'un changement radical de la politique américaine qui, fondée actuellement sur la dissuasion nucléaire mutuelle, pourrait s'infléchir vers la défense stratégique. Le cas échéant, la politique étrangère et la politique de défense du Canada pourraient subir une profonde transformation. À mesure que la défense du continent nord-américain commencerait à primer, il faudrait éventuellement réduire le rôle du Canada dans la défense de l'Europe de l'Ouest par des moyens classiques. Notre

rôle dans le NORAD*, qui se borne pour l'instant à la pré-alerte, pourrait tendre vers une forme active d'interdiction. Si l'on déployait des réseaux spatiaux de défense contre les ICBM, des installations de défense *active* contre les bombardiers et les missiles de croisière pourraient être construites dans les territoires septentrionaux du Canada. Il faudra peut-être mettre davantage l'accent sur la guerre anti-sous-marine (ASW) pour contrer la menace exercée par les sous-marins soviétiques dans le passage du nord-ouest, et il sera peut-être nécessaire de baser au Canada certains éléments terrestres des systèmes spatiaux de défense contre les missiles balistiques. M. Hagen a prédit que si ces hypothèses venaient à se réaliser, les décisions du Canada en matière de défense seraient clairement et totalement subordonnées à la politique américaine, situation qui risquerait de conduire à de graves problèmes politiques, car les Canadiens craignent déjà que les impératifs de la défense stratégique aboutissent à une perte d'autonomie nationale.

Que devrait faire le Canada ? Bien entendu, certains décideurs américains et partisans de l'IDS seraient très heureux que le Canada participe pleinement à la défense stratégique de l'Amérique du Nord. Toutefois, il y a lieu pour le Canada de s'inquiéter, car une politique stratégique axée sur la défense pourrait entraîner l'échec des négociations sur la limitation des armements. Toujours selon M. Hagen, les moyens dont dispose le Canada pour influencer sur la doctrine stratégique américaine sont plutôt restreints, mais si notre pays compte faire pression sur Washington, c'est maintenant qu'il doit agir, pendant que la politique et les programmes sont en pleine évolution. M. Hagen a toutefois lancé une mise en garde : la répugnance bien connue des dirigeants canadiens pour l'analyse à long terme et la planification stratégique risque d'affaiblir les efforts du pays en ce sens.

M. Albert Legault, professeur de sciences politiques à l'Université Laval, a répondu au mémoire du M. Hagen. Le professeur Legault s'est dit beaucoup plus optimiste que M. Hagen quant à l'avenir du processus de limitation des armements, mais il a reconnu que les négociations dans ce domaine restent liées aux crises qui éclatent partout dans le monde. C'est souvent en fonction d'autres événements que l'on ratifie ou non les traités. À titre d'exemples, le professeur Legault a cité le Traité sur la limitation partielle des essais nucléaires, signé après la crise des missiles à Cuba, et le Traité SALT II que les États-Unis ont refusé de ratifier après l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques. Il a cependant convenu avec

* Commandement de la défense aérospatiale du continent nord-américain.

M. Hagen que le Canada ne pouvait pas changer grand-chose dans la concurrence que se livrent les superpuissances.

M. Legault a comparé l'échange Yonas-Garwin sur la Guerre des étoiles à un débat entre deux théologiens : Yonas défendait le culte de la technologie, tandis que Garwin fustigeait ceux qui perdent leur temps à chercher des solutions techniques pour résoudre des problèmes de nature essentiellement politique. Pour sa part, le professeur Legault s'est situé entre ces deux extrêmes, reprenant la même position qu'Alton Frye : nous ne pouvons empêcher que les travaux de recherche se poursuivent en laboratoire, et il est peu probable que nous puissions empêcher le déploiement de réseaux de défense stratégique, mais nous devons absolument "imposer des structures régulatrices" pour modérer cette nouvelle poussée technologique. Il est possible que des facteurs économiques deviennent le ressort de la modération. En effet, alors qu'en 1960, le produit national brut (PNB) des États-Unis s'élevait à 40 p. 100 du chiffre mondial, il n'en représente plus maintenant que 24 p. 100. Dès l'an 2000, cette part pourrait avoir diminué à 18 p. 100. Dans ces conditions, ni les États-Unis ni l'Union soviétique ne pourraient espérer dominer le monde.

Que va donc faire le Canada ? M. Legault a admis que l'avenir s'annonçait fertile en problèmes. Le Canada subira des pressions de la part des États-Unis, mais il a toujours montré une aptitude remarquable à résister à ce genre de pressions. Si les États-Unis mettaient au point un système de défense purement classique contre les missiles, les Canadiens seraient confrontés à un choix : vaudrait-il mieux que l'interception se fasse au-dessus du Canada, avec les retombées que cela suppose, ou vaudrait-il mieux qu'elle ait lieu le plus au Nord possible ?

Enfin, M. Legault a soutenu que le NORAD représentait le meilleur instrument politique pour défendre les intérêts du Canada. Notre pays serait mieux à même d'influer sur la politique des États-Unis et de résister à leur pressions en restant membre du NORAD qu'en le délaissant.

Pendant la séance du vendredi après-midi qui portait sur l'aspect technologique de l'IDS, M. John Pike, de la *Federation of American Scientists*, avait parlé du rôle du Canada dans la défense stratégique. Ses observations et un compte rendu du débat qu'elles ont suscité figurent ci-après.

M. Pike a énuméré les aspects du programme IDS susceptibles d'intéresser le Canada. Il a toutefois rappelé que bon nombre de

programmes étaient en pleine évolution et que les décisions concernant leur mise en oeuvre ne seraient pas prises avant un certain temps. Le Système endo-atmosphérique d'interception (HEDI) constituait, a-t-il dit, l'exemple le plus flagrant. Conçu pour intercepter les véhicules de rentrée au moment où ils pénètrent dans l'atmosphère, ce dispositif ferait partie de la "couche finale" de défense des villes. À l'heure actuelle, l'Organisation de l'IDS envisage de munir ces intercepteurs d'ogives explosives classiques à éclats. Si l'Union soviétique met en oeuvre des véhicules de rentrée manoeuvrables pouvant esquiver les coups du HEDI, il faudra équiper ce dernier d'une ogive "à radiations renforcées" ou "à neutrons" pour garantir l'interception. M. Pike a rappelé que par le passé, les intercepteurs de la couche finale ont toujours été munis d'ogives nucléaires.

Même si le Canada décide de ne pas déployer ces intercepteurs à ogives nucléaires près de ses villes, il y a d'autres éléments de l'IDS que les États-Unis, d'après M. Pike, souhaiteraient placer sur le territoire canadien ou à proximité de celui-ci. Il a mentionné les avions servant à poursuivre les véhicules de rentrée, les lasers basés au sol et les lasers à rayons X en mode éjecté. [Les éléments IDS susceptibles d'être déployés au Canada sont décrits avec force détails à l'annexe II.]

Outre ces intercepteurs, a dit M. Pike, les chercheurs de l'IDS mettaient au point de nouveaux capteurs qui pourraient être basés dans l'espace et qui marqueraient un net progrès par rapport aux dispositifs de pré-alerte actuels. Si le Canada accepte de jouer un rôle plus actif dans la défense aérienne contre les bombardiers et les missiles de croisière, il s'intéressera peut-être aux travaux relatifs à ces nouveaux capteurs. Toutefois, la distinction entre les capteurs spatiaux servant à la défense contre les missiles balistiques et ceux intervenant dans la pré-alerte et la défense aérienne classique ne sera pas toujours facile à faire, et il risque d'y avoir certains chevauchements. Cette ambiguïté risque de causer des problèmes politiques, étant donné que le Canada pourrait difficilement prétendre qu'il ne joue aucun rôle dans la défense contre les missiles balistiques.

M^{me} Pauline Jewett, député néo-démocrate et critique de son Parti en matière d'affaires extérieures, s'est penchée sur les craintes que suscitent chez les Canadiens la reconduction de l'Accord NORAD et les rapports entre ce dernier et l'IDS. En sa qualité de membre d'un comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes, elle a voyagé d'un bout à l'autre du pays pour entendre les Canadiens

s'exprimer sur deux questions : le commerce avec les États-Unis et l'Initiative de défense stratégique. Les personnes interrogées étaient nombreuses à vouloir que le Traité ABM soit maintenu. Un autre comité parlementaire auquel siège M^{me} Jewett, le Comité des affaires étrangères et de la défense nationale (CPAEDN), tenait des audiences sur la reconduction de l'Accord NORAD. M^{me} Jewett a fait observer qu'en 1981, le ministre de la Défense avait supprimé une clause de l'Accord original stipulant que le Canada ne participerait jamais à la défense contre les missiles balistiques. M^{me} Jewett a demandé à M. John Pike s'il croyait que le Canada serait entraîné dans l'IDS du fait de sa participation au NORAD.

M. Pike a répondu qu'il était difficile d'évaluer à quel point la participation du Canada serait importante. Si l'IDS aboutit simplement à un programme restreint visant à protéger les missiles en silo, ou si elle vient à se concrétiser essentiellement par des éléments *basés dans l'espace*, alors le Canada ne sera pas nécessairement tenu d'y participer. Par contre, si l'IDS devait être axée principalement sur l'interception en phase de mi-parcours ou sur le déploiement d'éléments terrestres moins vulnérables, alors la participation canadienne pourrait devenir essentielle au succès du programme. Il est encore trop tôt, a précisé M. Pike, pour savoir dans quelle direction le programme IDS évoluera, et il est donc difficile de prévoir ce qui attend le Canada s'il reste dans le NORAD.

M. John Polanyi, professeur de chimie à l'Université de Toronto, était un autre membre du panel qui s'est penché, samedi matin, sur la question de la participation canadienne à l'IDS. Il s'est dit en désaccord avec M. Harvie Andre qui, dans un discours prononcé la veille devant le CCIL, avait affirmé que la dissuasion constituait la meilleure garantie de paix à l'ère nucléaire. Au contraire, a soutenu M. Polanyi, la dissuasion représentait un danger intolérable; si nous voulons survivre, nous devons absolument l'assortir d'autres moyens pour empêcher la guerre. La limitation des armements constitue un premier pas important parce qu'elle suppose que la primauté du droit l'emporte sur la loi de la jungle. En tant que membre fondateur de l'ONU et participant à toutes les grandes tribunes multilatérales sur le désarmement depuis 40 ans, le Canada a pris des engagements indéfectibles en faveur de la limitation des armements. C'est en raison de ces engagements que le Premier ministre Brian Mulroney a décliné l'occasion qui était offerte au Canada de prendre part officiellement aux recherches associées à la défense stratégique. Il faut féliciter le Premier ministre, a dit M. Polanyi, d'avoir su écouter les Canadiens lorsqu'ils exprimaient la crainte que l'IDS "fasse éclater le Traité ABM de 1972".

Que penseraient les Canadiens si leur pays continuait de participer au NORAD dont la portée, avec l'avènement de l'IDS, allait englober l'espace aérien et l'espace extra-atmosphérique et qui supposerait la mise en oeuvre de moyens de détection passive mais aussi de dispositifs d'interdiction active ? Si l'IDS devient réalité, les États-Unis presseront le Canada de participer activement à la défense contre les missiles balistiques, les bombardiers et les missiles de croisière. Pour M. Polanyi, il est essentiel que le Canada fasse valoir sa position, poliment mais fermement, pendant qu'il est encore temps.

Pour conclure, le professeur Polanyi s'est servi d'une analogie. Parfois, a-t-il déclaré, lorsqu'un instrument de laboratoire délicat commence à faire des siennes, on peut sauver la situation en cognant dessus bien fort. Le 23 mars 1983, le président Reagan a cogné bien fort sur le monde délicat des relations internationales. Il a fait peur tant à l'Union soviétique qu'aux alliés de son pays et il a déclenché une remise en question comme il n'y en avait pas eu depuis la Crise des missiles de Cuba. Reste à savoir s'il s'agissait d'un trait de génie ou d'un vulgaire acte de vandalisme.

Discussion et propos des participants

M. William Epstein a soutenu que M. Hagen était par trop pessimiste en disant que le Canada pouvait difficilement influencer sur la politique américaine. Il a fait observer que MM. Denis Healey et Abram Chayes avaient tous deux dit que le Canada avait la possibilité et même le devoir de jouer un rôle plus actif au sein du NORAD et de l'OTAN.

M. Paul McCrae a demandé s'il y avait lieu pour les Canadiens de craindre que les missiles et les ogives nucléaires soviétiques soient conçus pour exploser en cas d'interception, auquel cas l'explosion se ferait au-dessus de notre pays. Le professeur Legault a répondu que le Canada aurait intérêt à participer au programme de défense contre les missiles pour s'assurer que toute interception aurait lieu le plus au Nord possible. Le professeur Polanyi n'était pas d'accord. Il a cité l'opinion de l'ancien Premier ministre Trudeau au sujet des missiles explosant au-dessus du Canada : "Et alors ? Ce qui importe, c'est le risque de conflagration mondiale." Le professeur Polanyi a insisté sur le fait que le Canada devrait s'opposer à l'IDS parce que cette initiative ne faisait *qu'accroître* les dangers d'une guerre nucléaire et réduire la sécurité de la planète.

M. James Stark, Directeur du mouvement Operation Dismantle, a demandé à M. Al Carnesale pourquoi il ne croyait pas vraiment au désarmement. M. Carnesale a répondu qu'à son avis, le désarmement nucléaire était tout aussi improbable qu'une percée technologique susceptible de rendre les armes nucléaires "impuissantes et désuètes". Il faut s'en tenir uniquement aux solutions aptes à réduire effectivement les risques de guerre nucléaire.

M. Anatol Rapoport, de l'Université de Toronto, a répliqué que ce sont nos propos écrits et parlés qui forgent la réalité sociale. Ainsi, le désarmement nucléaire n'est improbable que dans la mesure où tout le monde croit et dit qu'il est improbable.

M. Garwin a demandé aux participants de réfléchir à ce qui pourrait se produire si le désarmement nucléaire devenait réalité. La situation serait-elle stable ? Quels moyens faudrait-il mettre en oeuvre pour maintenir le désarmement et protéger un monde débarrassé de l'arme nucléaire ? Nous pouvons, certes, songer à des mondes meilleurs, mais nous avons déjà fort à faire pour maintenir l'état de sécurité précaire qui existe actuellement.

M. Denis Healey était d'accord : pour lui, l'essentiel était d'empêcher une guerre entre les superpuissances. On ferait reculer les dangers d'une guerre nucléaire en maîtrisant la course aux armements et en cherchant à maintenir la sécurité avec des arsenaux moins puissants et moins coûteux. Mais ces objectifs supposent une coopération soutenue, non seulement sur le plan militaire, mais aussi sur le plan politique, surtout en ce qui concerne l'instabilité au tiers-monde et la situation en Europe de l'Est. Tout comme d'autres moyennes et petites puissances, le Canada et la Grande-Bretagne ont intérêt à persuader les superpuissances de coopérer entre elles. M. Healey a soutenu que la politique américaine résulte des luttes bureaucratiques constantes entre le Congrès et la Maison Blanche, entre le Département d'État et le Pentagone. Les alliés des États-Unis peuvent influencer sur l'issue de ces luttes, comme cela s'est produit dans le cas du récent débat sur l'interprétation du Traité ABM (voir la section III).

M^{me} Ann Adelson, militante pacifiste au sein du *Toronto Disarmament Network*, a dit qu'avec l'avènement de l'IDS, c'est maintenant l'Amérique du Nord qui est en première ligne, et non plus l'Europe. Elle a soutenu que le NORAD serait indissolublement lié aux réseaux spatiaux anti-missiles balistiques. Comment le Canada pouvait-il rejeter l'IDS sans renoncer parallèlement au NORAD ? Reprenant le contre-pied de cet argument, M. Hagen a affirmé que

la pré-alerte constituait la tâche la plus utile et la plus bénigne qu'un État souverain pût remplir. Le retrait canadien du NORAD, outre qu'il serait improductif, n'est pas envisageable sur le plan diplomatique.

M. Polanyi s'est dit troublé par un argument dont se servent les autorités américaines et qui commence à trouver prise au Canada, à savoir que l'IDS constitue une réaction nécessaire aux recherches entreprises par les Soviétiques dans le domaine de la défense stratégique. Il a cité un article de l'*Ottawa Citizen* où l'on affirmait que l'Union soviétique avait consacré autant d'argent à la défense stratégique qu'aux armes offensives. À l'appui de cet argument, le journaliste soutenait que le seul système ABM opérationnel au monde se trouve à Moscou. M. Polanyi a fait observer que ce dispositif ABM était "presque inexploitable" et qu'il en était de même du réseau anti-satellites des Soviétiques. Un peu plus loin, l'article précisait que l'URSS avait effectué 100 lancements spatiaux au cours de l'année précédente, dont 80 à des fins militaires. Le professeur Polanyi a rappelé à l'auditoire que les États-Unis n'avaient tout simplement pas besoin de procéder à autant de lancements pour atteindre leurs objectifs. Cet argument repose sur des motifs politiques, a déclaré le professeur Polanyi, et il appartient aux personnes ayant une formation technique d'employer leurs connaissances pour l'infirmier.

M. Alton Frye a réitéré la remarque qu'avaient faite MM. William Epstein et Denis Healey un peu plus tôt, à savoir que les alliés des États-Unis sont en mesure d'influer sur le débat politique dans ce pays. Frye a soutenu que le Premier ministre Mulroney, du fait qu'il passe pour être l'âme soeur du président Reagan, avait une chance d'influencer ce dernier. À titre d'exemple, il a souligné que Margaret Thatcher, une autre "âme-soeur", avait réussi à obtenir du gouvernement Reagan des éclaircissements sur le but de l'IDS, à savoir qu'elle devait permettre de *renforcer* la doctrine de la dissuasion et non de l'éviter. Cette intervention du Premier ministre britannique a eu un effet sur toutes les déclarations ultérieures des Américains sur l'Initiative de défense stratégique.

M. Stuart Smith, du Conseil des sciences du Canada s'est dit frappé par les parallèles qui existent entre les aspects militaires et les aspects économiques des rapports canado-américains. Face à la montée du protectionnisme aux États-Unis, le Canada, pris de peur, s'est senti obligé de chercher à fusionner son économie avec celle des États-Unis. De même, plus les États-Unis prônent une politique de défense unilatérale au détriment de la défense multila-

térale, plus le Canada se verra contraint d'assimiler sa politique à celle de "son grand frère du Sud". Le cas échéant, notre influence s'éclipsera complètement. Le Canada ne dispose plus de beaucoup de temps pour infléchir la politique américaine.

III.

L'I.D.S. ET LE TRAITÉ SUR LES MISSILES ANTIMISSILES BALISTIQUES

1. Les principales dispositions du Traité

La séance concernant le Traité sur les missiles antimissiles balistiques (ABM) de 1972, organisée conjointement avec le Conseil canadien de droit international, a commencé par une allocution de M. Abram Chayes, professeur à la *Harvard Law School*. Celui-ci a tout d'abord répliqué aux déclarations de M. Robert MacFarlane, conseiller du président Reagan en matière de sécurité nationale. En effet, à une conférence de presse tenue le 9 octobre 1985, M. MacFarlane avait affirmé que le Traité ABM permettait la mise à l'essai de systèmes de défense spatiaux "sophistiqués". Pour sa part, M. Chayes a cité des articles pertinents du Traité pour montrer qu'à son avis, M. MacFarlane faisait erreur.

Ainsi, l'article I du Traité stipule que "chaque partie s'engage à ne pas mettre en place de systèmes AM (antimissiles) pour la défense du territoire de son pays. . ." À l'article V, les signataires du Traité s'engagent à "ne pas réaliser, essayer ou mettre en place des systèmes AM ou des éléments de tels systèmes qui soient basés en mer, dans l'air, dans l'espace ou sur des plates-formes terrestres mobiles". Selon M. Chayes, ces deux articles montrent bien que l'objectif ultime d'un système spatial de défense contre les missiles, soit de défendre les agglomérations et le "territoire" du pays, contrevient clairement au Traité.

L'article VII du Traité permet la modernisation de l'*unique base terrestre fixe de missiles antimissiles* autorisée par l'article III. Afin que cette modernisation puisse être menée à bien, l'article IV permet l'essai de nouveaux éléments à des emplacements pré-établis. Le Traité est muet au sujet de la recherche, essentiellement parce qu'il serait impossible de vérifier si l'interdiction d'en faire est respectée. M. Chayes a fait valoir que, comme pour tous les documents légaux, tout ce qui n'est pas explicitement prohibé par le Traité y est implicitement autorisé. En gros, le Traité permet :

- a) *la recherche de base* dans le domaine de la technologie des missiles antimissiles balistiques;
- b) *la mise à l'essai des éléments* destinés à la modernisation de l'*unique base terrestre autorisée de missiles antimissiles*;
- c) *la modernisation comme telle* de l'emplacement en question.

Le Traité a été rédigé de façon à empêcher qu'on y "échappe" ou, en d'autres mots, à éviter qu'un pays stocke des éléments pour ensuite construire des missiles et surprendre son adversaire en abrogeant le Traité et en déployant un système ABM complètement opérationnel.

2. Les ambiguïtés du Traité

M. Chayes a reconnu que le Traité comportait des ambiguïtés importantes. Si certaines d'entre elles ont pu être levées à la satisfaction des parties, d'autres passages présentent toujours des failles du point de vue juridique. Par exemple :

- a) Tous les travaux effectués en laboratoire sont considérés comme étant de la "recherche", mais dès que les dispositifs apparaissent sur le terrain, là où l'on peut en mesurer les résultats, on estime que la recherche a atteint le stade de "la mise au point et des essais".
- b) Les États-Unis sont en train de mettre à l'essai des dispositifs qui seront capables de poursuivre des objets et de diriger leurs faisceaux dans l'espace. Ces appareils peuvent donc être considérés comme des éléments de missiles antimissiles balistiques, car il est possible de les utiliser pour suivre des missiles ou des ogives dans l'espace et pour pointer des armes à faisceaux. Toutefois, des porte-parole du Département américain de la Défense citent trois raisons pour faire valoir qu'il *ne s'agit pas* là d'éléments d'un système ABM : ils sont inutilisables sous leur forme actuelle pour attaquer des missiles dans l'espace, les essais sont réalisés à des niveaux de puissance et de performance trop faibles dans le contexte de la défense contre les missiles balistiques, et les dispositifs sont destinés à viser des satellites et non des missiles.
- c) L'Union soviétique a déployé des radars à antenne-réseau phasée à Krasnoyarsk, en Sibérie, emplacement situé très profondément à l'intérieur de son territoire. Pourtant, le paragraphe VIb oblige les parties à "ne pas mettre en place (. . .) de radars (. . .), sauf à la périphérie de (leur) territoire national, où ils seront orientés vers l'extérieur". Les dirigeants soviétiques soutiennent que ces radars servent à poursuivre des satellites, mais il n'en demeure pas moins que ces installations pourraient tout aussi bien être intégrées à un système de défense contre les missiles balistiques.

Il ressort clairement des deux derniers exemples que les deux superpuissances poussent l'interprétation du Traité à la limite en cherchant à en exploiter les ambiguïtés.

3. L'interprétation du Traité

Le conseiller du président des États-Unis en matière de sécurité nationale, M. Robert MacFarlane, a justifié la mise à l'essai de technologies "sophistiquées" destinées aux systèmes de défense contre les missiles balistiques en invoquant l'interprétation paraphée D du Traité, laquelle a été annexée à ce dernier au moment où il a été signé. L'interprétation paraphée D porte sur la mise à l'essai de "systèmes antimissiles faisant appel à d'autres principes physiques". Elle est toutefois reliée à l'article III, qui concerne la modernisation de l'unique base terrestre fixe de missiles antimissiles autorisée. Par ailleurs, la déclaration D stipule que, si de nouvelles technologies "faisant appel à d'autres principes physiques" sont mises au point, les deux parties s'engagent à *ne pas* mettre à l'essai ni à déployer de nouveaux systèmes, bien que l'article III permette la modernisation des systèmes à l'aide de techniques conventionnelles. En fait, le pays qui met au point ces technologies sophistiquées doit renégocier les conditions du Traité et discuter de leur incidence avec l'autre partie. En d'autres mots, l'interprétation paraphée D *restreint encore davantage* la portée de l'article III, en ce qu'elle limite la modernisation de l'unique base terrestre fixe de missiles antimissiles si cette modernisation suppose l'emploi de nouvelles technologies de pointe.

Les déclarations de M. MacFarlane ont provoqué chez les alliés européens une levée de boucliers qui a obligé le Secrétaire d'État américain, M. George Shultz, à intervenir promptement. M. Shultz a tenu à rassurer les alliés de son pays : les États-Unis continueraient à interpréter le Traité avec rigueur, l'IDS n'étant rien d'autre qu'un programme de recherches inspiré par la prudence.

Pour résumer son analyse, M. Chayes a fait ressortir deux conclusions qu'on pouvait tirer des récents événements : d'une part, la recherche associée à l'IDS est autorisée, mais la mise à l'essai est interdite. D'autre part, les alliés européens sont capables d'influer considérablement sur la politique américaine. Il a évoqué un thème abordé à maintes reprises pendant la conférence, soit que le Canada et les autres pays membres de l'OTAN se doivent d'inciter la collectivité internationale à appuyer le Traité sur les missiles antimissiles balistiques.

IV.

INFORMER LE PUBLIC

1. Rejoindre le grand public

Toute conférence concernant les nouvelles technologies et leurs effets sur la doctrine stratégique comporte un danger : les experts invités risquent d'employer un jargon totalement incompréhensible aux profanes et de se concentrer seulement sur les détails techniques, négligeant ainsi d'examiner les grands principes sous-jacents. Au cours de la dernière session de la conférence, les panelistes ont discuté de la question suivante : les Canadiens reçoivent-ils toute les informations et les analyses dont ils ont besoin pour se faire une opinion réfléchie et informée sur les politiques étrangère et militaire de notre pays ?

Dans un discours prononcé la veille devant le Conseil canadien de droit international, le ministre associé de la Défense du Canada, M. Harvie Andre, avait déclaré qu'il fallait présenter les "faits" à la population canadienne. M. John Sigler, professeur de relations internationales à l'Université Carleton, a rétorqué que la question n'était pas de présenter les "faits", mais de rendre public le débat sur la façon dont il convient d'interpréter les faits; les partisans d'une ligne de conduite quelconque doivent avoir le droit de faire valoir leurs arguments et d'en exposer le raisonnement qui les a menés à telle ou telle conclusion.

M. Christopher Wren, correspondant en chef du *New York Times* à Ottawa, a reconnu qu'il était impressionné par les compétences des membres de l'auditoire, et plus encore par celles des panelistes; il a rappelé à l'assistance le danger que le débat sur la limitation des armements, animé par des experts, dépasse finalement l'homme de la rue. Les médias, a-t-il poursuivi, ont à jouer un rôle essentiel d'intermédiaire : ils doivent obtenir l'information auprès des experts et des hommes politiques, puis informer le public tant sur les "faits" que sur les effets qu'ils ont sur l'orientation des politiques nationales.

M. John Honderich, du *Toronto Star*, s'est dit troublé par le fait que la teneur de certaines séances ne pouvait être divulguée au grand public.* Il a souligné que les Canadiens avaient le droit de con-

* L'ICPSI permettait à tous les participants d'utiliser comme bon leur semblait la teneur des discussions, mais si les journalistes souhaitaient citer des déclarations, ils devaient demander la permission de l'intéressé(e) ou l'interviewer en personne à la fin de la séance.

naître les conséquences stratégiques des nouvelles technologies et doctrines. Les chercheurs, experts dans le domaine, ont rarement le temps de transmettre leurs conclusions à l'ensemble de la population. Il appartient donc aux médias canadiens, a dit M. Hondereich, de présenter les diverses opinions exprimées dans un débat donné, d'obtenir les informations clefs auprès des experts et de les communiquer au grand public.

M. Hondereich estime que les médias n'ont pas informé convenablement le peuple canadien sur les aspects stratégiques de l'IDS. Il cite trois raisons pour expliquer cette lacune : d'abord, les médias perçoivent un manque d'intérêt de la part des Canadiens pour les questions stratégiques et militaires. Il reconnaît toutefois que cette indifférence a diminué peu à peu au cours des dernières années, grâce surtout au travail des groupes pour le désarmement qui, rejoignant le public à la base, ont forcé nos dirigeants et, par ricochet, les médias à aborder ces questions. En deuxième lieu, le gouvernement a tenu secrètes ses délibérations sur ces thèmes. À cet égard, M. Hondereich a fait ressortir le contraste qui existe entre l'attitude des dirigeants canadiens et celle de leurs homologues américains. Quand il était correspondant à Washington, où il couvrait les relations commerciales canado-américaines, il a été convoqué par la personne chargée des affaires canado-américains au Département du Commerce pour discuter des conditions nécessaires à l'établissement de bonnes relations. Des initiatives de ce genre sont peu communes à Ottawa. Troisièmement, de dire M. Hondereich, les journalistes canadiens n'ont pas réussi à recueillir toute l'information qu'ils auraient pu obtenir, ni à transmettre au public celle qu'ils avaient. Il reconnaît qu'on ne conçoit pas encore très bien à quoi l'IDS va aboutir; il est donc nécessaire d'en clarifier les enjeux en permanence. Les spécialistes devraient s'adresser souvent aux médias, car ceux-ci représentent la voie la plus efficace et la plus rapide pour rejoindre un large auditoire.

2. Le problème du secret dans l'élaboration des politiques gouvernementales

M. Gérard Pelletier, diplomate, homme politique et journaliste expérimenté, a décrit en connaissance de cause les attitudes et les comportements caractéristiques de ceux et celles qui exercent ces trois professions.

Les hommes politiques, a-t-il dit, ont tendance à croire que les électeurs ne s'intéressent pas à la politique extérieure ni aux plans de défense. Cependant, on peut souvent expliquer ce désintérêt par le silence même des dirigeants politiques sur ces questions,

notamment en période électorale. Selon M. Pelletier, la majorité des dirigeants ne sont pas assez au fait du domaine pour pouvoir en discuter à leur aise. Il incombe donc aux journalistes de ramener sur le tapis les questions importantes intéressant la défense et la politique étrangère, en posant des questions pertinentes et en fournissant au public le plus d'information possible. M. Pelletier a ensuite cité Jean Monnet, qui a écrit dans ses mémoires : "En politique et dans les affaires publiques en général, ce qui est secret est rarement important et ce qui est important est rarement secret." C'est donc un mythe, accepté pourtant par beaucoup de citoyens, que les questions relatives à la guerre et à la paix sont des sujets délicats dont seules les élites dirigeantes doivent prendre connaissance.

En fait, selon M. Pelletier, il y a bien peu de choses que les dirigeants politiques doivent garder secrètes. Le mythe selon lequel la sécurité nationale repose sur le secret suscite des doutes dans l'esprit des citoyens, ce qui est dangereux pour la démocratie, la paix et la sécurité. Il importe de faire connaître les faits, les opinions et les arguments clefs aux Canadiens, de façon qu'ils puissent prendre part aux discussions sur l'orientation fondamentale du pays.

3. Observations des participants

Au cours de la discussion libre qui a suivi ce dernier exposé, M. Anatol Rapoport, de l'Université de Toronto, a émis l'opinion que la guerre était devenue une institution dépassée, car le recours aux armes nucléaires ne peut favoriser la réalisation d'aucun objectif politique. Malgré cela, les superpuissances, et d'autres nations aussi, continuent d'accumuler des stocks d'armes nucléaires et d'élaborer des stratégies militaires axées sur leur emploi. Mais tandis qu'on formule les stratégies nucléaires, on se heurte à une panoplie d'obstacles complexes, lesquels constituent dès lors des défis pour des centaines d'analystes spécialistes du domaine.

Le professeur Rapoport a affirmé que la population en général était mystifiée par les "experts". Elle ne peut déceler le caractère primitif de leur raisonnement, à cause du jargon incompréhensible qu'ils emploient. En effet, caché derrière une façade de compétence et de réalisme se trouve un principe élémentaire : pour qu'il y ait un gagnant, il faut un perdant. Mais, a-t-il insisté, nous avons dépassé ce stade : dans notre monde nucléarisé, la coopération entre adversaires s'impose. Intellectuellement et moralement, il est irresponsable de concevoir la sécurité nationale et les intérêts du pays comme Louis XIV ou Frédéric le Grand le faisaient à leur époque respective.

Répliquant à ces arguments, M. Christopher Wren a souligné que, si les armes nucléaires étaient difficilement utilisables pour faire la guerre, rien n'empêchait de recourir aux armes classiques; citant le cas du Viet Nam, du Cambodge et du Liban à titre d'exemples, il a fait valoir que ce type de conflit n'avait rien de désuet.

Revenant sur la dernière discussion du panel, le Directeur d'Opération Dismantle, M. James Stark, a fait observer qu'aucun "citoyen" ne faisait partie du panel, composé exclusivement de journalistes, même si la séance avait pour thème "Les citoyens et le gouvernement". Ensuite, il a parlé du traitement "injuste" que les médias réservent au mouvement pacifiste. On accuse les militants pacifistes soit de ne pas essayer d'influer sur la politique soviétique, soit d'être naïfs au point de penser qu'ils *pourraient* l'infléchir. Par ailleurs, si l'Union soviétique applique une mesure louable, comme la promulgation d'un moratoire unilatéral sur les essais nucléaires, les groupes pacifistes passent pour des apologistes du régime soviétique parce qu'ils approuvent cette initiative particulière. Dans leurs comptes rendus, les médias décrivent souvent ces groupes comme étant les instruments naïfs d'une "cinquième colonne". Selon M. Stark, les militants pacifistes craignent la réapparition du maccarthysme. Finalement, il s'est dit d'accord avec ceux ayant déploré que la conférence eût été fermée aux médias, car les journalistes constituent une force politique non élue mais extrêmement influente. Toutefois, pour accomplir un travail efficace, ils doivent se frayer un chemin dans le "champ de mines idéologique" qui entoure le débat sur la limitation des armements.

M. George Bell, représentant l'Institut canadien des études stratégiques, a abordé la question du secret dans l'élaboration des politiques. Il a mis en relief la différence entre le régime de gouvernement *responsable* existant au Canada et le régime de gouvernement *représentatif* propre aux États-Unis. Par exemple, le mandat écrit du Chef de l'information au Département américain de la Défense l'oblige à fournir autant d'information que le permettent les impératifs de la sécurité nationale. En revanche, au Canada, il existe une sorte de ligne de conduite *tacite* voulant qu'on donne le minimum d'informations, en tenant compte des exigences de la "sécurité gouvernementale". Depuis la présentation du rapport Glassco en 1964, le Canada a adopté des règles restreignant la circulation de l'information concernant les affaires extérieures et la défense. D'après M. Bell, il y a beaucoup de sujets à propos desquels le gouvernement pourrait et devrait informer la population. Par exemple, on aurait pu divulguer la teneur de la plupart des discussions sur la technologie, les structures et l'organi-

sation du Système d'alerte du Nord. M. Bell a demandé à M. Pelletier ce qu'il fallait faire pour amener les ministres canadiens à reconnaître qu'il fallait informer le public sur beaucoup de ces questions.

M. Pelletier a rappelé à l'auditoire que le Canada respectait les règles établies par les États-Unis et l'OTAN. Malheureusement, il arrive fréquemment qu'après avoir obéi aux règles concernant le secret, les hommes politiques canadiens découvrent que la presse de Washington a eu vent de l'information confidentielle grâce à une fuite.

M. John Walker, de l'agence *Southam News*, a dit que quiconque avait assisté à des réunions de l'OTAN s'était rendu compte que les membres de la délégation canadienne n'étaient pas très bavards avec les journalistes, contrairement à ceux des autres délégations qui étaient beaucoup plus disposés à s'entretenir avec la presse à l'issue des réunions. Il a ajouté qu'à son avis, le gouvernement canadien cachait trop de choses à ses citoyens. Par exemple, on ne leur a jamais dit quoi que ce soit sur les négociations concernant les essais des missiles de croisière, ni sur l'abandon de la clause relative à la défense contre les missiles balistiques dans le Traité du NORAD. Si le gouvernement souhaite que les citoyens canadiens soient mieux informés, il doit d'abord cesser de tout traiter sous le sceau du secret.

M. George Bell a demandé à M. Honderich si les médias possédaient la compétence voulue pour expliquer tous les aspects d'une question donnée. M. Honderich a répondu que chaque journaliste est formé pour présenter des comptes rendus impartiaux. Selon lui, les groupes pacifistes sont devenus très habiles dans leurs relations avec les médias et ils parviennent à faire passer leur point de vue. Quelques universitaires ont contribué au débat en faisant paraître des articles dans les quotidiens. Les analystes stratégiques craindront peut-être que les journalistes présentent mal l'information et les opinions qu'ils auraient données, mais il vaut mieux pour eux les formuler quand même que de laisser le champ entièrement libre à leurs adversaires.

M^{me} Joanna Miller, du *Project Ploughshares*, a parlé de l'uniformité apparente des points de vue présentés dans les médias américains. Selon elle, ces derniers ont beaucoup tendance à répéter la position officielle du gouvernement sans l'analyser en profondeur, ni la situer dans son contexte historique. Elle a dit avoir entendu au fil des années beaucoup de journalistes américains se plaindre qu'ils

se sentaient fortement obligés d'“emboîter le pas” et de “suivre l'équipe”; c'est particulièrement le cas de ceux qui sont affectés au Pentagone. Elle a demandé à M. Wren si des pressions de ce genre existent vraiment aux États-Unis.

M. Wren a mis en relief la différence qui existe entre la presse écrite et la télévision. Il a dit qu'il avait choisi de continuer à travailler dans la presse écrite parce qu'elle laissait plus de place à l'analyse et qu'elle permettait de situer les événements dans leur contexte. Dans l'ensemble, toutefois, il a rejeté l'interprétation de M^{me} Miller : les journalistes américains ne sont pas disposés à être de simples perroquets.

M. Paul McRae a déclaré qu'il percevait deux tendances inquiétantes aux États-Unis : d'une part, un mouvement vers le “machisme” militaire, et d'autre part, une difficulté croissante à s'autocritiquer. Christopher Wren n'était pas d'accord : non seulement peut-on critiquer le politique américaine en toute liberté, mais il est sans doute possible de recevoir une subvention généreuse à cette fin.

M. Richard Garwin a souligné que lorsque la Maison Blanche ou le Pentagone ont une déclaration à faire, ils ont recours à des techniques de relations publiques très au point afin d'orienter le débat à leur guise; les véritables questions ne sont pas soulevées par les porte-parole du gouvernement, car il n'est pas dans leur intérêt de le faire. M. Garwin a demandé à M. Wren s'il y avait moyen pour les journalistes de sortir du cadre officiel du débat et de poser les questions cruciales. M. Wren a reconnu que le gouvernement américain décide entièrement de la teneur des conférences de presse et que c'est particulièrement le cas de l'administration Reagan, beaucoup moins accessible que la Maison Blanche au temps de M. Nixon. Il n'avait pas de recommandations précises à formuler pour résoudre ce problème.

M. Hugh Winsor a tenté d'expliquer pourquoi le traitement de l'actualité internationale et des questions de défense laissait à désirer dans la presse canadienne. Les journalistes sont peut-être sous-informés, a-t-il dit, mais ils possèdent le “flair du pouvoir”; en d'autres termes, les médias canadiens se préoccupent des secteurs où s'exerce un certain pouvoir. S'ils n'ont pas prêté tellement attention aux thèmes de la conférence, c'est qu'ils estiment dans l'ensemble que le Canada n'exerce à peu près pas d'influence dans les domaines étudiés.

M. Winsor a aussi parlé du contraste entre la presse écrite et les médias électroniques. Il a dit comprendre parfaitement l'une des raisons pour lesquelles les séances avaient été tenues à huis clos : éviter l'intrusion des caméras de télévision. Les équipes de tournage de la télévision, a-t-il dit, "filment les débats pendant 45 minutes, mais elles n'en retiennent que 45 secondes pour les bulletins d'informations." Il a été d'accord avec Christopher Wren pour dire que la presse écrite offrait au journaliste la chance d'approfondir son sujet, de recueillir les informations permettant de la situer dans son contexte, et d'analyser les divers arguments. Le télévision met l'accent sur l'aspect visuel. Cependant, des enquêtes ont montré que le public se renseigne principalement par le biais des médias électroniques.

M^{me} Hillary McKenzie, du magazine *Maclean's*, a déclaré que la seule façon de s'assurer que les grandes questions étudiées soient mieux couvertes par les médias consistait à admettre les journalistes aux conférences portant sur elles. Elle a reconnu qu'en général, la radio et la télévision traitaient l'information de façon plus superficielle que la presse écrite, mais elle a ajouté que certains documentaires, comme la série *WAR* de Gwynne Dyer, exposent le contexte historique et politique dans lequel les débats actuels se situent.

M. John Walker a lui aussi dénoncé la décision de tenir des séances à huis clos à la conférence. M. Geoffrey Pearson, Directeur général de l'Institut, a mentionné que la question avait été débattue longuement par les organisateurs de la conférence. Certaines séances ont été interdites au public pour favoriser des échanges plus francs entre les participants.

M. Clyde Sanger, correspondant canadien du *Guardian* et de l'*Economist*, a souligné qu'il n'y avait pas au Canada de journaliste spécialisé dans les questions de défense et de politique internationale, à l'exception peut-être de John Walker. Pour appuyer ses dires, il a révélé que le rédacteur en chef du *Globe and Mail* changeait ses correspondants à Ottawa tous les trois ans. M. Sanger croit qu'il s'agit là d'une grave faiblesse du journalisme canadien. À l'École de journalisme de l'Université Carleton, où il est chargé de cours, il encourage les étudiants à se spécialiser. Poursuivant son raisonnement, il a ajouté que les journaux avaient tendance à accorder la priorité aux événements ponctuels et spectaculaires, comme les détournements d'avions ou les prises d'otages, plutôt que de suivre l'évolution des dossiers concernant la paix et la sécurité.

M. Honderich a répondu que le *Toronto Star* avait un spécialiste des questions militaires qui s'occupait de dossiers bien définis. Toutefois, il a reconnu avec M. Sanger qu'en général, les journalistes n'étaient pas spécialisés. Il a comparé cet état de choses avec la situation existant à Washington, où certains journalistes couvrent la Maison Blanche, le Pentagone et le Département d'État depuis plusieurs décennies. Ils sont donc en mesure de situer les événements du moment dans une perspective beaucoup plus large. Rappelant à l'autre point soulevé par M. Sanger, à savoir que les journaux s'attachent aux "événements" plutôt qu'aux "tendances", M. Honderich a mentionné qu'au Canada, les militants du désarmement ont récemment exercé une certaine influence sur les décisions prises par les conseils de rédaction des journaux : les convainquant que les questions relatives à la paix et à la sécurité intéressaient un grand nombre de gens, ils les ont amenés à charger des journalistes de couvrir ce domaine plus en profondeur.

M^{me} Ann Adelson a souligné que la séance a porté essentiellement sur le rôle des médias, même si le thème en était "Les citoyens et le gouvernement". Il y a un fossé, a-t-elle indiqué, entre les citoyens et leur gouvernement, et c'est aux médias qu'est revenue en quelque sorte la tâche de faire le pont entre les deux. En général, quand il s'agit de défense ou de politique extérieure, les gouvernements définissent le cadre et les conditions du débat, et souvent les médias se contentent de jouer le jeu, étiquetant les gens d'après des catégories déjà établies. Elle a repris un argument soulevé précédemment : beaucoup de personnes voient toutes ces questions sous des angles différents. D'une façon ou d'une autre, a-t-elle conclu, il incombe aux gens qui envisagent la situation non pas sous l'angle "gagnant contre perdant", mais plutôt comme un problème intéressant la collectivité tout entière, de changer l'orientation du débat.

ANNEXE I

Allocution d'ouverture
prononcée par le très honorable
Denis Healey,
député britannique,
le 17 octobre 1985, à Ottawa

Le sujet que vous m'avez demandé d'aborder en ce début de conférence se résume essentiellement comme suit : est-il possible de dépasser le stade de la dissuasion nucléaire qui, pour beaucoup d'entre nous, a été le pilier de la paix dans le monde ces quarante dernières années ? Pour commencer, j'aimerais vous dire quelques mots sur la façon dont toute cette situation a évolué depuis la fin de la guerre et sur les problèmes qui se posent actuellement. Ensuite, je me hasarderai à proposer quelques solutions grâce auxquelles nous pourrions peut-être venir à bout de ces problèmes.

Pour ma part, j'avoue être de ceux, très nombreux, qui croient que la stabilité de l'après-guerre en Europe n'aurait jamais duré 40 ans sans l'effet dissuasif de l'arme nucléaire. Après tout, la Première Guerre mondiale a bel-et bien été suivie de la Seconde, malgré que le conjoncture au lendemain 1918 fût plus favorable à la paix qu'après 1945. N'oublions pas en effet que la Seconde Guerre mondiale s'est terminée par la division de l'Europe et que la ligne de partage traversait le plus puissant pays du continent, à savoir l'Allemagne. Je suis persuadé que la longue période de stabilité qui a existé depuis 1945 est attribuable en bonne partie à l'existence de l'arme nucléaire.

Bien entendu, la dissuasion nucléaire n'a pas empêché les guerres à l'extérieur de l'Europe. Depuis 1945, la guerre a fait des millions de morts dans d'autres régions du globe. Les combats qui font rage entre l'Iraq et l'Iran depuis trois ans auraient fait un million de morts, chiffre plutôt ahurissant. Certains de ces conflits à l'extérieur de l'Europe ont même entraîné l'intervention des grandes puissances; citons à cet égard la guerre de Corée, la guerre du Viet Nam et les affrontements qui se poursuivent toujours en Afghanistan.

Toutefois, même si la plupart d'entre nous croient que la paix en Europe a pu être maintenue grâce surtout à l'établissement de la dissuasion nucléaire de part et d'autre, on est de plus en plus nombreux à penser que la situation ne peut plus durer. Le président Reagan lui-même a déclaré qu'on aurait tort de supposer que la menace d'une destruction réciproque suffira à préserver indéfiniment la paix dans le monde. En cela, le président abonde dans le sens des partisans du désarmement nucléaire.

Qui plus est, un nombre grandissant de militaires mettent en doute la validité de certaines stratégies qui sous-tendent la dissuasion nucléaire. C'est très certainement le cas en Occident, et je pense notamment à cette

doctrine voulant que dans certaines conditions, les États-Unis soient les premiers à employer l'arme nucléaire suivant une stratégie de riposte graduée. Il y a tout juste 20 ans que Bob McNamara et moi étions venus à bout de convaincre l'OTAN d'adopter cette stratégie comme solution préférable à la théorie encore moins satisfaisante que la riposte massive.

Je souhaite profiter de ce premier discours, dans le cadre de la Conférence, pour essayer de placer nos problèmes actuels dans le contexte historique des 40 dernières années. Je n'ignore pas, sachez-le, qu'il est très dangereux d'isoler un aspect donné du problème militaire des structures politiques dont il est le reflet; d'avance, je demande qu'on me pardonne d'exclure de ma réflexion ces problèmes sur lesquels les ambassadeurs et les hauts commissaires se penchent tous les jours.

Attaquons-nous à la question nucléaire.

En lisant de récents ouvrages historiques sur la période où les alliés occidentaux ont percé le secret de l'arme nucléaire, j'ai été frappé par la grande similitude entre le débat qui avait eu lieu à l'époque et celui que suscite aujourd'hui l'Initiative de défense stratégique du président Reagan. Lorsqu'au Royaume-Uni, vers la fin de 1944, nous avons entendu dire pour la première fois qu'il serait possible de construire une arme nucléaire, des gens comme Sir John Anderson et le professeur Lindeman, qui passeraient aujourd'hui pour des hommes de droite, ont pourtant essayé de convaincre Winston Churchill qu'il fallait tout dire aux Russes. Celui-ci a refusé.

Quelques mois plus tard, en avril 1945, c'est-à-dire bien avant l'explosion des premières bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki, le Secrétaire Byrnes a dit au président Truman, et je cite textuellement les paroles rapportées par Truman dans son journal : "La bombe atomique permettra aux États-Unis d'imposer ses conditions une fois la guerre finie." Il exprimait là une opinion fortement ressentie à l'époque, très certainement à Washington. Pourtant, le Secrétaire américain à la Guerre, M. Stimson, allait plus tard avertir le président Truman en ces termes, et je cite : "Nous risquons de causer un tort irréparable à nos rapports avec les Soviétiques si nous ne leur proposons pas dès maintenant de limiter l'emploi de la bombe comme instrument de guerre."

En fait, comme nous le savons maintenant, Moscou était au courant des travaux effectués sur les armes nucléaires en Occident grâce à des espions qui circulaient aux États-Unis, au Canada et en Grande-Bretagne. Moscou étant donc renseigné, le mutisme des alliés sur la question atomique a suscité chez les Soviétiques une méfiance qui était devenue très forte en 1945. Une proposition du plan Baruch prônant le partage des connaissances nucléaires n'a pas abouti, et la guerre froide a commencé peu de temps après la Seconde Guerre mondiale.

Au début de cette guerre dite "froide", l'Armée rouge n'avait besoin que de bonnes semelles pour atteindre le Rhin. L'Europe de l'Ouest ne disposait d'aucun moyen classique vraiment efficace pour l'en dissuader. Quatre ans plus tard, en 1949, l'Europe avait réussi à persuader les États-Unis de lui offrir la protection de leur parapluie nucléaire qui constitue depuis lors la clé de voûte de la sécurité en Europe de l'Ouest.

Par contre, malgré la bombe, l'Occident n'a jamais réussi à imposer ses conditions à l'Union soviétique. Nul autre que M. Byrnes avouait au moment de prendre sa retraite : "On ne peut pas vraiment dire que les Russes soient peureux."

Malgré tout, on a bel et bien envisagé, surtout à Washington, la possibilité de recourir à l'arme nucléaire contre l'Union soviétique. Grâce à des documents libérés en vertu de la Loi américaine sur l'accès à l'information, nous savons que les chefs de l'état-major combiné américain ont dressé les plans d'une attaque nucléaire contre l'Union soviétique. En 1948, les plans prévoyaient le largage de 50 bombes sur 20 villes soviétiques, et en 1954, de 1 000 bombes sur les agglomérations de l'URSS. Heureusement, le gouvernement américain n'a jamais adopté ces plans, même à l'époque où les États-Unis détenaient un quasi-monopole des armes nucléaires. Mais ce monopole s'est bien vite effacé.

En 1955, soit 10 ans après les premières explosions nucléaires, l'Union soviétique aurait possédé 20 bombes atomiques. Peu après, les Russes ont lancé le premier Spoutnik, et j'ai pu invoquer cet événement lors d'une réunion à Fiuggi en Italie pour persuader la Fondation Ford de nous accorder suffisamment d'argent pour créer l'*International Institute of Strategic Studies*. Dès 1960, trois ans après le lancement du Spoutnik, non seulement l'Union soviétique possédait 300 armes nucléaires, mais encore elle s'était dotée de missiles balistiques intercontinentaux et d'un certain nombre de missiles balistiques lancés depuis un sous-marin. Devant cet accroissement de l'arsenal nucléaire soviétique, M. Herter, qui venait de succéder à John Foster Dulles comme Secrétaire d'État américain, a fait un aveu qu'on oublie souvent. Il a dit en effet qu'il ne pouvait imaginer que les États-Unis emploieraient un jour l'arme nucléaire contre l'Union soviétique, sauf si leur propre survie était directement menacée. Ce raisonnement a été repris 30 ans plus tard par Henry Kissinger, qui était lui aussi Secrétaire d'État.

Or, il se fait qu'à l'époque où Herter formula cette observation qui remettait en cause la fiabilité du parapluie nucléaire américain, les États-Unis possédaient vingt fois plus d'armes nucléaires que l'Union soviétique.

Permettez-moi maintenant d'esquisser très rapidement la suite des événements depuis 1960.

Les arsenaux nucléaires de part et d'autre ont augmenté à un rythme vertigineux, surtout de 1970 à 1979, période où les États-Unis ont porté le nombre de leurs ogives de 4 000 à 10 000, tandis qu'en Union soviétique, le nombre d'ogives passait de 1 800 seulement à 6 000. Autant que je sache, au moment où je vous parle en 1985, les États-Unis possèdent 11 000 ogives nucléaires stratégiques contre 9 000 pour l'Union soviétique. Parmi ceux qui s'intéressent directement au problème, personne ne songe à nier que l'Union soviétique et les États-Unis sont effectivement à égalité sur le plan nucléaire. Il y a deux ans, j'assistais à une réunion avec Richard Perle, et lui-même a convenu qu'il y avait parité entre les superpuissances.

Et pourtant la course aux armements nucléaires se poursuit. Je dirais même plus, si nous n'intervenons pas, chacune des deux superpuissances aura 13 000 ogives nucléaires dès 1990, et encore, à condition de respecter les dispositions du traité SALT II que les États-Unis n'ont toujours pas ratifié. Si l'on décide des deux côtés de ne pas tenir compte du Traité, on se retrouvera dans un camp comme dans l'autre avec 20 000 ogives nucléaires.

La question qu'on se pose de plus en plus fréquemment depuis 20 ans — c'est Churchill qui l'a posée le premier — est la suivante : quelle est l'utilité d'un surcroît d'armes dont le seul effet, en cas de guerre nucléaire, sera de faire monter les débris un peu plus haut ?

Cette question qui laisse perplexes de nombreuses personnes intelligentes mais profanes, cette question, j'y réponds comme suit : avant, les armes nucléaires servaient simplement à dissuader l'adversaire de déclencher une guerre, mais aujourd'hui, on en est venu des deux côtés à envisager d'employer ces armes pour faire la guerre. Le gouvernement des États-Unis a même adopté une directive stratégique selon laquelle le pays doit pouvoir "dominer" en cas de guerre nucléaire.

Deux raisons expliquent cette évolution de la pensée. En premier lieu, parce qu'on n'a pas été assez prévoyant du côté occidental pour interdire les MIRV durant les négociations SALT I à la fin des années 1960, il est désormais possible de lancer beaucoup d'ogives avec une seule fusée. La première bombe atomique larguée en 1945 pesait 700 livres et a dégagé une puissance d'une kilotonne. En 1972, pour produire une explosion de même puissance, l'Occident avait déjà mis au point une arme nécessitant seulement 11 livres d'explosifs nucléaires. Parallèlement, les deux superpuissances ont réussi à accroître incroyablement la précision de leurs missiles, et lorsque la précision de tir contre une cible "durcie" augmente de 10 p. 100, l'efficacité militaire de l'arme s'accroît, elle, de plus de 100 p. 100.

Alors, des deux côtés, on commence à s'inquiéter, parce que l'autre est techniquement en mesure de réussir sa première frappe contre toute base terrestre fixe. Ainsi, chaque camp a de sérieuses raisons d'accroître le

nombre de ses armes nucléaires lancées depuis des bases fixes, car il veut pouvoir riposter même après une première frappe. Il va de soi qu'un arsenal nucléaire assez considérable pour survivre à une première frappe ennemie peut aussi servir à déclencher une première frappe contre l'ennemi. Ainsi, à mesure que cette compétition macabre se poursuit, nous courons un risque grandissant de voir un côté ou l'autre se servir de l'arme nucléaire afin de prévenir une première frappe par l'adversaire.

Personnellement — et je dis bien personnellement parce que la plupart des stratèges, en tout cas ceux du gouvernement, rejettent mon point de vue — je crois que, pour de nombreuses raisons, l'idée qu'il est possible "réussir" une première frappe relève de la plus pure fantaisie, même avec les nouvelles technologies militaires.

Tout d'abord, les intérêts institutionnels occidentaux ont tendance à exagérer démesurément la capacité de première frappe de l'adversaire. Je fais allusion à ce fameux complexe militaro-industriel contre lequel le président Eisenhower nous a mis en garde. Un complexe analogue existe sans doute du côté soviétique.

Je me rappelle qu'en 1960, quand commençait à parler du "Créneau de vulnérabilité", l'Armée de l'air américaine a dit au président Eisenhower que l'Union soviétique possédait 300 missiles balistiques intercontinentaux (ICBM). Pour sa part, la Marine américaine, qui nourrissait des intérêts assez différents de ceux de l'Aviation, affirmait que l'Union soviétique n'avait que 10 ICBM. En fait, les satellites de reconnaissance ont dénombré 60 ICBM en Russie à cette époque. L'exagération de la menace, conséquence de la surenchère qui caractérise les rivalités interarmes, n'a fait que continuer depuis ce temps-là.

Ensuite, les deux camps possèdent des forces stratégiques nucléaires déployées ailleurs que dans des bases terrestres fixes. À l'heure actuelle, plus de la moitié des ogives nucléaires américaines se trouvent à bord de sous-marins qui, d'après le dernier rapport de la CIA, resteront invulnérables à toute attaque jusqu'à la fin de ce siècle au moins, c'est-à-dire pendant 15 ans, et rien ne porte à croire que ces sous-marins seront plus vulnérables dans 30 que dans 15 ans. N'oublions pas non plus les escadrons de bombardiers qui, pour l'agresseur potentiel, présentent un tout autre problème que les missiles basés à terre dans des silos fixes.

Troisièmement, d'après les calculs des théoriciens de la guerre stratégique, tout pays envisageant de déclencher une première frappe contre les missiles terrestres fixes de l'adversaire devra prévoir au moins deux missiles pour chaque cible. Cela signifie donc qu'une première frappe contre des missiles terrestres nécessiterait le lancement de 1 000 ogives. Les scientifiques soviétiques, comme leurs homologues américains et européens, n'ont pas manqué de conclure qu'en entraînant l'explosion de 1 000 ogives, une première frappe, même réussie, serait un suicide pour l'agresseur. La théorie de l'hiver nucléaire, phénomène qui causerait

l'anéantissement de toute vie humaine, voire végétale, dans l'hémisphère nord, est généralement admise de nos jours, malgré une controverse intéressante parmi les scientifiques sur le nombre d'ogives qu'il faudrait faire détoner au-dessus de telle ou telle cible dans telles ou telles conditions atmosphériques pour que la culture des céréales soit impossible au Canada et même aux États-Unis. En général, je le répète, on accepte cette idée de l'hiver nucléaire même si aux États-Unis, sauf erreur, certaines études officielles ne sont toujours pas terminées sur la question.

J'ai servi dans l'armée pendant six ans au cours de la dernière guerre, et il y a une chose qui me frappe beaucoup : depuis Hiroshima et Nagasaki, personne n'a employé d'arme nucléaire dans le contexte d'une guerre. Or, extrapoler en fonction de quelques essais souterrains au cours desquels on fait exploser une seule bombe dans un endroit reculé, pour prédire ce qui se passerait si l'on faisait sauter 10 000 ogives sur des cibles ennemies, constitue un exercice extrêmement dangereux. Avec les armes nucléaires, on peut être certain d'une chose : elles sont plus dangereuses et plus dévastatrices que toutes les autres catégories d'armes. Mais aucun de nous n'a la moindre idée de ce qui arriverait si elles étaient employées non pas dans le cadre d'essais souterrains, mais dans une vraie guerre. Quiconque a vécu une guerre mondiale vous dira l'immense différence qu'il y a entre une vraie guerre et une guerre sur papier. Je parle en connaissance de cause, étant un des derniers politiciens toujours actifs qui, comme votre président, ait eu l'occasion de la constater personnellement.

En Occident et, je le crains, en Union soviétique, les politiques en matière de stratégie nucléaire sont arrêtées par une toute petite poignée de bureaucrates et d'officiers d'état-major des niveaux intermédiaires qui n'ont jamais connu la guerre et qui ne sont assujettis à aucun contrôle politique véritable. Ce qui m'a beaucoup frappé, lorsque j'ai passé en revue l'histoire des 40 dernières années, c'est la sagesse d'hommes comme le président Eisenhower qui avait mené des opérations de guerre et qui comprenait ce mécanisme par lequel les forces armées et les sociétés industrielles faussent la politique de défense afin de promouvoir leurs propres intérêts.

Si nous sommes dans de vilains draps, je crois qu'il faut également s'en prendre à ce que j'appellerai l'intelligentsia de la défense, laquelle a échafaudé toutes ces théories brillantes et abstraites sur la guerre nucléaire. C'est Herman Kahn qui a tout commencé avec le livre qu'il a écrit sur l'escalade quand il travaillait pour la société Rand. Je ne veux pas me montrer trop injurieux envers cette intelligentsia qui est si bien représentée parmi nous ce soir. Je suis un fervent admirateur de Machiavel et je repense aux paroles qu'il a eues lorsqu'agonisant, on lui demandait de renoncer à Satan et à ses oeuvres : "Ce n'est pas le moment de me faire des ennemis." Toutefois, je recommande à tous ceux qui étudient ces questions à l'université de lire l'émouvante autocritique qu'a faite Tom Schelling, peut-être le plus brillant de cette race de penseurs, lors d'une conférence de l'IISS après la guerre du Viet Nam.

Après vous avoir imposé cette ennuyeuse interprétation des 40 dernières années, j'en arrive maintenant à la situation actuelle.

J'ai été ministre de la Défense en Grande-Bretagne pendant six ans durant les années 1960, et à l'exemple de tous ceux qui ont été en prise directe sur ces problèmes, j'ai fait une constatation étonnante : les variations considérables des capacités militaires des deux camps n'ont à toutes fins pratiques pas influé sur la stabilité de l'équilibre stratégique entre les deux camps. Mais je suis très inquiet. Certaines armes en voie d'élaboration et d'autres déjà déployées d'un côté comme de l'autre risquent de rompre cet équilibre stratégique que nous connaissons depuis 40 ans. Permettez-moi de cerner quatre innovations qui mettent cette stabilité de plus en plus en péril.

La première — et elle est bien réelle déjà — est la mise au point d'armes anti-satellites capables de neutraliser les moyens dont dispose l'ennemi pour s'informer; elles permettent donc de détruire les yeux et les oreilles de l'ennemi.

La seconde concerne le déploiement de missiles dans des zones très rapprochées des cibles. Les délais de réaction seraient si courts que le camp attaqué serait contraint de riposter dès la première alerte; la décision de lancer ou non ses missiles devrait être prise par des ordinateurs plutôt que par des êtres humains. Prenons un cas précis, celui des missiles soviétiques SS-22 et SS-23 déployés en Allemagne de l'Est et en Tchécoslovaquie : deux de ces engins seraient capables de vitrifier les bases américaines de missiles de croisière à Molesworth et à Greenham Common en Grande-Bretagne dans les trois minutes suivant le premier avertissement, peut-être ambigu, qu'un lancement a eu lieu. Cela ne laisserait le temps à personne de consulter le président Reagan, encore moins à ce dernier de consulter M^{me} Thatcher. En fait, je doute fort qu'il y aurait suffisamment de temps pour consulter le commandant de la base si celui-ci était au petit coin au moment où les premiers renseignements commencent à arriver.

Le troisième fait inquiétant est le déploiement à très grande échelle de missiles de croisière pouvant transporter des ogives nucléaires ou classiques. Les États-Unis et l'Union soviétique ont tous deux prévu ce déploiement qui, d'ailleurs, a déjà commencé. Or, si vous repérez sur l'écran-radar 100 missiles de croisière qui se dirigent vers vous, il n'y a pas moyen de savoir s'ils transportent des ogives nucléaires ou des têtes classiques. Autre problème : certains modèles de missile de croisière, ceux notamment qui sont transportés par navire ou, a fortiori, par sous-marin, sont très faciles à dissimuler et posent donc, pour les négociateurs cherchant à limiter les armements, un problème dont l'envergure dépasse tout ce qu'on a pu connaître par le passé.

Le quatrième facteur qui engendre de l'inquiétude chez moi, c'est le travail entrepris par les États-Unis, et d'aucuns diront que l'U.R.S.S. les a

devancés, en vue de mettre au point un système de défense stratégique contre les missiles nucléaires. Ce qui m'amène tout naturellement à cette question éculée qu'est l'Initiative de défense stratégique.

En 1983, le président Reagan a fait une déclaration pleine de bon sens. Il a dit qu'il était très important pour le monde de ne plus fonder sa sécurité sur la doctrine de la destruction mutuelle assurée. En d'autres termes, il voulait remplacer la dissuasion nucléaire comme assise de la sécurité de l'Occident. Durant ce discours, qui je crois a été prononcé en mars 1983, c'est-à-dire il y a deux ans et demi, le président a fait miroiter l'espoir qu'il serait éventuellement possible de protéger non seulement les cibles militaires mais aussi les populations civiles contre toute attaque stratégique nucléaire. Bien entendu, il n'a pas précisé que le genre de système qu'il envisageait n'offrirait aucune protection contre une attaque par des missiles de croisière ou par des avions. Lorsqu'on sait que l'Aviation américaine est incapable d'intercepter les appareils bourrés de drogue qui traversent la frontière américaine depuis l'Amérique centrale, on est fondé à se préoccuper quelque peu de cette lacune dans la théorie de la défense intégrale.

Depuis que le président a prononcé ce discours et que le gouvernement américain s'est engagé à poursuivre l'Initiative de défense stratégique, une réalité s'est bel et bien dégagée, à savoir qu'il sera impossible, du moins à moyen terme (ce qui signifie pour moi les 25 prochaines années) de défendre les populations civiles contre une attaque nucléaire. Certains de vos invités, notamment Dick Garwin, développeront ces arguments au cours de la réunion de demain.

Ce qu'on se propose de faire maintenant, c'est de déployer, dans les 10 prochaines années, un système qui défendra au moins une partie des missiles américains basés à terre contre une première frappe soviétique. D'après le Département d'État américain, cet objectif à moyen terme doit renforcer la dissuasion, ce qui représente un revirement pour le moins remarquable.

Si je n'avais pas occupé le poste de ministre de la Défense, j'avoue que la politique américaine me laisserait perplexe. En effet, on peut se demander pourquoi les États-Unis cherchent à protéger leurs missiles basés à terre au moyen de ce système de défense stratégique qui coûtera les yeux de la tête alors qu'il serait beaucoup plus simple de les baser en mer, c'est-à-dire très loin de tout territoire habité. Étant politicien, je sais très bien que l'attachement des États-Unis à la triade nucléaire est surtout attribuable aux rivalités interarmes. L'Aviation ne veut surtout pas reconnaître un avantage à la Marine, même si nous savons, grâce à la CIA, que si les ICBM sont déjà vulnérables, rien ne porte à croire que les sous-marins, eux, seront vulnérables dans l'avenir prévisible.

Je comprends donc que le principe de l'IDS est de rendre cette composante terrestre de la triade américaine moins vulnérable advenant une

première frappe soviétique. Malheureusement, comme je l'ai donné à entendre plus tôt, les Russes ne manqueront pas de croire que le véritable but de l'IDS est de protéger les silos américains contre une riposte soviétique désagrégée, après une première frappe exécutée par les États-Unis. La CIA nous a révélé, par l'entremise généreuse du Congrès américain, que les Russes seront aux prises avec un important créneau de vulnérabilité dans dix ans environ, lorsque les États-Unis auront déployé le missile D-5 lancé par sous-marin, le missile MX et le Midgetman, et aussi — c'est ce qu'espèrent les Américains — un premier échelon de défense pour protéger leurs ICBM.

J'ai eu l'occasion récemment d'aborder la question avec un éminent politicien américain de passage en Grande-Bretagne, et il m'a dit : "Mais c'est ridicule, voyons, pourquoi les Russes éprouveraient-ils une telle crainte ?" Mais cette crainte ne fait que reproduire fidèlement celle qui sous-tend la politique américaine de défense depuis 20 ans. Et s'ils le voulaient, les Russes pourraient rappeler les propos qu'a tenus le Secrétaire Weinberger devant le Congrès voici quelques mois, et je cite : "Si nous pouvions nous doter d'un système qui rendrait leurs armes inoffensives, nous pourrions bien être, comme avant, la seule puissance nucléaire." Ce raisonnement est tout à fait biscornu, j'en conviens, mais c'est quand même celui du Secrétaire américain à la Défense. Et puis les Russes ont lu les documents où il est question des plans d'attaque nucléaire que les États-Unis avaient dressés à l'époque où ils avaient le monopole de la bombe atomique. On peut donc pardonner aux Soviétiques de ne pas être persuadés que toutes les administrations américaines futures feront preuve d'autant de sagesse que les gouvernements Truman et Eisenhower dans l'exploitation de ce monopole.

D'après moi, tout cela ne peut aboutir qu'à une seule conclusion : les Soviétiques mettront tout en oeuvre pour déjouer l'Initiative de défense stratégique, surtout en accroissant leurs forces offensives grâce au déploiement d'un très grand nombre d'armes et d'armes nouvelles, ce que les États-Unis comptent faire eux aussi, quel que soit le résultat de l'Initiative de défense stratégique.

C'est ainsi que nous nous trouvons devant cette situation d'instabilité grave à laquelle le président Reagan faisait justement allusion dans son discours de 1983, lorsqu'il a évoqué le risque qu'il y ait une longue période où les deux camps accroîtraient leurs arsenaux offensif et défensif. C'est bien entendu pour cette raison que les trois derniers présidents américains — un démocrate et deux républicains — se sont opposés à l'Initiative de défense stratégique, tout comme trois anciens secrétaires américains à la Défense sur quatre; autant que je sache, Mel Laird ne s'est pas encore prononcé sur la question, mais cela signifie pour moi qu'il n'est pas d'accord avec l'actuel gouvernement. Quant à Bob MacNamara, Harold Brown et Jim Schlesinger, ils y sont farouchement opposés.

Voilà comment se présente la situation. Permettez-moi maintenant de partager avec vous certaines réflexions sur les solutions possibles. En premier lieu, force m'en est de conclure qu'en matière de limitation des armements, l'essentiel consiste à freiner la course aux armements en trouvant des moyens d'enrayer la modernisation des forces nucléaires. Autrement dit, il faut en arriver à une sorte de gel des essais et du déploiement des nouveaux systèmes tant offensifs que défensifs. Cette pensée, M. Gorbachev l'a exprimée dans l'intéressante entrevue qu'il a accordée à *Time Magazine* il y a de cela un mois environ. Je crois que tous les éléments nécessaires pour mettre fin à la course aux armements existent déjà. De nombreux gouvernements se sont penchés sur ce problème qu'est la modernisation de la composante nucléaire des forces stratégiques, et presque tous conviennent que l'interdiction absolue des essais nucléaires est le meilleur moyen d'en venir à bout. Un important travail mené par des sismologues canadiens, je crois, donne à penser qu'on pourrait réduire à une kilotonne et peut-être à moins la puissance des engins nucléaires que les pays pourraient faire exploser sans s'assujettir aux exigences de l'observation, ce qui est à peine supérieur, de toute façon, à l'énergie qu'on peut dégager en faisant éclater des armes classiques.

Ensuite, l'Union soviétique et les États-Unis possèdent des moyens ultra-perfectionnés pour voir ce qui se passe en dehors de leurs frontières respectives. Les deux pays affirment que leurs satellites peuvent photographier la plaque d'immatriculation d'une voiture, et nous savons qu'ils ont chacun des satellites de collecte électronique de renseignements qui amassent toute une gamme de données sur les activités de l'autre camp. Tout cela laisse supposer qu'il serait possible d'observer la mise à l'essai de toute nouvelle arme par l'un ou l'autre bloc. Et en fait, le Département américain de la Défense a reconnu que c'est le cas en publiant une liste des essais — il y en avait une douzaine — qui allaient se faire prochainement dans le cadre du programme IDS. Sachant que les Russes suivraient les essais de toute façon, le Département s'est dit qu'il valait mieux mettre cartes sur table. Bien entendu, les Américains nous répètent constamment qu'ils observent tout ce que font les Soviétiques dans ce même domaine.

Pour ma part, je crois qu'il est beaucoup plus facile de déceler la mise au point et, encore plus, le déploiement d'un nouveau système d'arme que d'établir si un dispositif de type connu respecte ou non les limitations déjà convenues. Du point de vue de la vérification, il est plus facile de vérifier un gel qu'une limitation.

S'il était possible d'interdire d'une façon ou d'une autre la modernisation des armes, alors je pense que les deux camps auraient moins de difficulté à trouver un terrain d'entente pour réduire leurs forces à des niveaux tels que même la menace potentielle d'une première frappe disparaîtrait. La proposition soviétique, à savoir une réduction de 50 p. 100 des arsenaux existants, pourrait aboutir à des résultats assez prometteurs, moyennant bien sûr certains ajustements.

Pour ce qui est de la toute dernière proposition soviétique — ou du moins de ce que j'en sais, car nos renseignements se limitent encore aux fuites à Washington et aux rectificatifs soviétiques, je dirai qu'elle constitue d'après moi une bonne base de négociation. Bien entendu, je n'ignore pas qu'il faudra négocier très âprement, d'abord sur le seuil de modernisation que l'un et l'autre côté ne doivent pas dépasser et, ensuite, sur les types d'armes à inclure dans les différentes catégories; il faudra notamment décider s'il y a lieu d'inclure les armes nucléaires de théâtre à longue portée telles que le SS-20, les missiles de croisière et les missiles *Pershing*.

Je crois que la formule la plus sensée — tellement évidente que les gouvernements ne l'adopteront jamais — est la suivante : à partir du moment où il y a accord de principe sur l'ordre de grandeur des limitations proposées par les deux côtés, la démarche la plus raisonnable consisterait à laisser chacun décider du secteur où il voudrait que l'autre opère des coupures. En effet, il connaît bien les éléments de l'arsenal adverse qui l'inquiètent, et ce sont les inquiétudes qu'on éprouve de part et d'autre qui sont souvent à l'origine des guerres. Peut-être votre Institut pourrait-il envisager de développer un modèle de négociation en vertu duquel les coupures seraient définies par l'adversaire.

J'ai la ferme conviction, quand je pense à la situation actuelle des gouvernements soviétique et américain, que tous deux gagneraient immédiatement à adopter le genre de formule dont je viens de parler. Les Américains prétendent que les Russes sont déjà très avancés dans les domaines des armes anti-satellites et de la défense stratégique. Aux fins de notre débat et pour rester dans les limites du raisonnable, je passerai outre ici à l'argument que le président Reagan invoque, à savoir que les Russes mènent dans toutes les catégories d'armes stratégiques nucléaires.

Pour leur part, les Russes gagneront beaucoup eux aussi, parce qu'ils savent pertinemment que si la course aux armements se poursuit, les Américains, d'après la CIA, confirmeront l'avance qu'ils ont prise dans les domaines pertinents de la technologie de pointe. Et puis, ils gagneraient énormément sur le plan économique, car si M. Gorbatchev veut améliorer le rendement de l'économie soviétique, il a tout intérêt à favoriser le secteur de la consommation afin que les ouvriers qualifiés trouvent des occasions intéressantes de dépenser leur salaire au lieu de tout voir investi dans la production de nouvelles armes.

Si le temps me le permet, je terminerai, Monsieur le Président, en disant quelques mots — et je serai très bref effectivement — sur les conséquences de la formule dont je viens de parler pour la sécurité des alliés de l'Amérique. Je parle à titre d'allié qui a pu accumuler une certaine expérience dans le domaine et qui s'efforce beaucoup de cerner les conséquences politiques plutôt que militaires de la formule dont il est ici question.

En premier lieu, il ne fait aucun doute — les récentes réunions du Conseil de l'OTAN tendent à le confirmer — que pour les alliés européens de

l'Amérique, la poursuite de la course aux armements, et surtout le déploiement éventuel d'un système de défense stratégique, comportent des perspectives beaucoup plus inquiétantes que l'arrêt pur et simple de cette course. En effet, le Congrès américain a perdu son engouement pour les dépenses militaires, et nous entrons dans une période qui durera peut-être longtemps et où les crédits de défense devront être maintenus au même niveau en termes réels et peut-être, comme l'espère le Congrès, en termes absolus. Or, si les États-Unis s'obstinent à vouloir poursuivre la course aux armements nucléaires, ils devront réduire considérablement leurs forces classiques et les forces dont la principale tâche est de protéger leurs alliés. Le général Rogers et Lord Carrington, Secrétaire général de l'OTAN, ont déjà lancé des mises en garde à cet effet.

Les alliés seront aux prises, eux aussi, avec des problèmes très désagréables. La stratégie de la riposte graduée, adoptée il y a 20 ans, n'inspire plus aucune confiance, malgré l'absence d'une nouvelle convention sur les armements. Entre autres raisons, des facteurs techniques et politiques font que plus personne ne croit vraiment qu'il soit possible de juguler une guerre nucléaire une fois la première arme atomique lancée. Le général Rogers a fait valoir cet aspect de la question en sa qualité de Commandant suprême des forces alliées en Europe.

Deuxièmement, depuis l'époque où McNamara et moi avons persuadé les membres de l'Alliance d'adopter cette stratégie de la riposte graduée, ils n'ont pu s'entendre sur les modalités précises de sa mise en oeuvre. Nous ne pouvions même pas nous mettre d'accord sur les premières mesures à prendre en cas d'escalade dans un affrontement nucléaire. Je vous dirai qu'on est en train de retirer du théâtre européen les munitions atomiques de démolition (ADM), qu'on devait utiliser en un premier temps, parce que plus personne n'en voyait l'utilité, ou du moins, parce que les membres de l'Alliance ne pouvaient s'entendre sur l'emploi qu'ils auraient pu en faire.

La troisième raison est très importante du point de vue humain, et c'est la suivante : autant que je sache, personne ne croit vraiment depuis la dernière guerre que les Russes soient susceptibles de déclencher une attaque générale contre les forces de l'OTAN en Europe sans crier gare. Par contre, on craint avec raison qu'un conflit puisse éclater entre les forces de l'Alliance et celles du Pacte par suite, peut-être, de troubles en Europe de l'Est — rappelons-nous les soulèvements à Berlin et en Hongrie ou les crises de Pologne et de Tchécoslovaquie — ou encore à cause de troubles dans une région du tiers-monde comme le Moyen-Orient où les gouvernements risqueraient très vite d'être dépassés par la situation. Dès lors, la dissuasion perd toute sa signification. Le conflit a éclaté, et il s'agit désormais de la limiter sans recourir à l'arme nucléaire.

Le grand défi à relever pour les alliés consiste tout d'abord à renoncer à l'emploi quasi immédiat de l'arme nucléaire en cas de crise; c'est ce que veut implicitement l'actuelle doctrine de l'OTAN; il s'agirait pour elle de

ne pas recourir sur-le-champ à l'arme atomique et de progresser à partir de là, vers le refus d'y recourir la première. Ainsi, espère-t-on, elle aboutirait à une stratégie reposant sur une dissuasion classique et défensive et ne supposant l'emploi d'aucune arme nucléaire. Pour ma part, je suis convaincu qu'une telle stratégie est réalisable même avec les contraintes économiques inhérentes aux régimes démocratiques des pays occidentaux. J'ai été invité à traiter de ce sujet par l'*American National Defense University* et par le Collège de la Défense de l'OTAN. Je suis heureux de pouvoir vous dire que j'ai pris la parole sur l'estrade avant le général Rogers, et non après lui.

Si vous tenez vraiment à faire votre part pour empêcher la guerre en Europe et si vous croyez comme moi qu'aucun des deux camps ne souhaite vraiment employer la guerre comme instrument de sa politique en Europe, alors vous serez d'accord avec moi lorsque je dis — et je l'ai dit avant M. Gorbatchev — que l'OTAN et le Pacte de Varsovie auraient avantage à moyen terme à collaborer ensemble pour voir comment ils peuvent rester maîtres de la situation en Europe.

Je crois que le véritable problème se situe sur un plan politique : après avoir été protégé par le parapluie nucléaire américain pendant 40 ans, l'Europe ne sait plus comment concevoir la défense. Les pays européens n'accordent plus à cette question la réflexion sérieuse qu'elle mérite parce qu'ils n'ont plus de responsabilité directe.

J'aimerais vous citer deux petits apophtegmes — j'espère que c'est le mot juste : voici d'abord le théorème de Healey que j'ai articulé il y a 20 ans lorsque j'étais Secrétaire à la Défense : il suffit que la crédibilité de la force nucléaire américaine de représailles soit de 5 p. 100 pour tenir les Russes en respect, mais il faut qu'elle atteigne 95 p. 100 pour rassurer les alliés. Le débat stratégique au sein de l'OTAN a porté presque entièrement sur le besoin de rassurer les alliés et non sur la nécessité de dissuader les Russes d'attaquer. Ça, c'est le théorème de Healey.

Les États-Unis ont leur propre théorème, qu'un ami américain m'a rapporté voici quelque temps : lorsqu'on effraie les alliés, ils perdent les pédales, mais si on ne les effraie pas, ils mettent la clé sous le paillason.

Je crois que les alliés de l'Amérique — je vous rappelle sans présomption que le Canada est du nombre au même titre que les pays européens — ont maintenant le devoir de réfléchir beaucoup plus sérieusement sur la politique de défense et de modifier leurs propres programmes de défense, de façon à constituer une force classique efficace qui saura tenir tout adversaire éventuel en respect, et à pouvoir réagir avec des moyens conventionnels s'il advenait une guerre dont les causes seraient tout à fait étrangères au contexte de la dissuasion.

Je crois que nous avons un autre grand devoir, et c'est celui de réfléchir à cette question sous tous ses aspects afin de pouvoir exercer une influence

véritable sur la politique américaine. Et j'insiste sur l'importance de ce rôle au risque de perdre les quelques amis qui me restent encore dans cette salle. J'ai une longue expérience des négociations avec les États-Unis, à titre d'observateur et de participant, tant pour des questions de défense que pour des aspects économiques, et j'ai constaté que les alliés de l'Amérique réussissent presque toujours à obtenir gain de cause à Washington s'ils présentent un front uni et cohérent. En effet, le régime politique des États-Unis est le moins hermétique du monde occidental et le plus ouvert à toute influence extérieure. Et puis, la politique américaine est forgée à la faveur d'un processus permanent de consultation entre les groupes de pression politiques à Washington, notamment le Département d'État, la Maison Blanche et le Département de la Défense. Encore une fois, si les alliés adoptent ensemble une position sans équivoque, ils peuvent faire valoir leur point de vue dans la grande majorité des cas. Nous avons pu le constater la semaine dernière, justement. M. MacFarlane avait fait une déclaration à savoir que son pays voulait donner une nouvelle interprétation au Traité sur les missiles anti-missiles balistiques de façon qu'il permette l'essai, voire le déploiement d'un système de défense stratégique. Les alliés s'en inquiétèrent beaucoup, et grâce à leurs protestations, M. Schultz a pu reprendre le haut du pavé et faire une déclaration à San Francisco voici quelques jours; M. MacFarlane a dû baisser pavillon, du moins temporairement, et les États-Unis ont réitéré leur volonté de respecter le Traité ABM au pied de la lettre.

C'est là-dessus, je crois, que je devrais terminer. Nous avons trop souvent tendance, d'après moi, à regarder ces problèmes de l'extérieur, à mettre la guerre sur le compte de guerriers bornés, et à nous percevoir uniquement comme des victimes. En réalité, dans le système occidental — je souhaite parfois que ce fût également le cas du système soviétique —, les alliés qui jouissent de la confiance de Washington peuvent influencer énormément sur la politique américaine, à condition d'accepter leur part du fardeau et de présenter un front commun. Si, profitant d'un battement dans un calendrier plutôt chargé, j'ai accepté avec joie votre invitation, c'est notamment parce que votre Institut et cette conférence visent à produire, du moins je l'espère, une influence de ce genre.

ANNEXE II

L'aspect technologique de l'IDS Condensé de "L'aspect technologique de l'Initiative de défense stratégique"

Mémoire présenté par
John Pike
Directeur adjoint chargé de la politique spatiale
à la *Federation of American Scientists*

La directive 6-83 du président Reagan sur la sécurité nationale, signée le 18 avril 1983, invitait deux groupes d'étude à cerner les besoins technologiques et les répercussions stratégiques d'un système de défense qui, pour reprendre les paroles du président, "rendrait les armes nucléaires impuissantes et désuètes".

Le groupe Fletcher

Le premier groupe d'étude, le *Defence Technologies Study Team*, appelé *Groupe Fletcher* d'après son chef James Fletcher, ancien administrateur de la NASA, s'est penché sur les aspects technologiques d'un tel système de défense. Le groupe Fletcher a prôné la mise au point d'une *défense multicouches* destinée à intercepter les missiles et leurs ogives aux quatre stades de leur trajectoire balistique.

Les quatre stades de la trajectoire d'un missile balistique sont les suivants :

- 1) *La phase de propulsion* — Durant ce stade initial, qui vient tout juste après le lancement, les moteurs-fusées sont en fonctionnement; dans le cas d'un ICBM, cette phase dure de trois à cinq minutes, et l'engin atteint une altitude d'environ 200 km en fin de combustion.
- 2) *La phase de postpropulsion* — Il s'agit de la deuxième phase; les propulseurs se sont éteints et se sont détachés du missile, tandis que le "bus" est entraîné en dehors de l'atmosphère et commence à larguer les ogives; cette étape dure de huit à dix minutes.
- 3) *La phase de mi-parcours* — (ou phase balistique) — Durant cette troisième phase, la plus longue de la trajectoire, les ogives ont toutes quitté le missile et foncent indépendamment dans l'espace; elle dure de 20 à 25 minutes.
- 4) *La phase finale* — C'est durant cette dernière phase que les ogives, logées dans les "véhicules de rentrée", pénètrent dans l'atmosphère à une altitude d'environ 100 km; cette phase dure de 30 à 100 secondes à peine.

Le groupe Fletcher était en faveur de la "défense multicouches" à cause de son efficacité. Deux couches, dont chacune serait capable d'intercep-

ter 50 p. 100 des engins, ne pourraient arrêter, une fois conjuguées, que 75 p. 100 du nombre total d'ogives. En revanche, avec quatre couches, il serait possible de détruire près de 95 p. 100 des ogives. Du fait que chaque couche comporterait des capteurs et des intercepteurs de types différents, le système de défense global serait beaucoup moins exposé aux effets des contre-mesures.

Le groupe Hoffman

Le deuxième groupe d'étude, le *Future Security Study*, connu sous le nom de *Groupe Hoffman* d'après son chef Fred Hoffman, était chargé d'évaluer les conséquences stratégiques de la mise en oeuvre des nouveaux systèmes de défense. Le groupe n'était pas optimiste quant aux chances de protéger efficacement la population américaine à court terme. Toutefois, il a pu cerner certaines façons d'assurer la défense "intermédiaire" et il a notamment cité la mise en place de systèmes anti-missiles balistiques tactiques en Europe; il a recommandé de gros investissements à cet égard.

L'Organisation de l'Initiative de défense stratégique

Au terme de ces deux études, le président a regroupé les quelque trente programmes de défense antimissiles existants pour en faire cinq grands programmes qui, ensemble, forment l'Organisation de l'Initiative de défense stratégique (OIDS). Les voici :

- 1) surveillance, acquisition, poursuite et évaluation du degré de destruction (SATKA);
- 2) armes à énergie dirigée (DEW);
- 3) armes à énergie cinétique (KEW);
- 4) système d'intégration des moyens de combat;
- 5) programmes de soutien.

I. SATKA — Surveillance, acquisition, poursuite et évaluation du degré de destruction

A) Définitions :

- a) *Surveillance* : ce terme s'entend de la surveillance permanente des sites probables de lancement de missiles ainsi que des régions de l'espace où ces missiles et leurs ogives sont susceptibles de passer.
- b) *Acquisition* : il s'agit de distinguer les ogives des leurres et autres contre-mesures.
- c) *Poursuite* : repérer avec précision chaque ogive et calculer sa trajectoire; les données en ce sens doivent être constamment renouvelées pour assurer l'efficacité des intercepteurs; les techniques de poursuite contribuent également à déceler les véritables ogives parmi les leurres.

- d) *Évaluation du degré de destruction* : c'est-à-dire vérifier si la cible est détruite; cette fonction permet d'affiner la discrimination entre les ogives et les leurres.

B) *Domaines de recherche* :

- 1) **Base technologique**: Mettre au point les techniques propres à améliorer les bases de données et les capteurs :
 - a) *Projet d'analyse de l'imagerie radar* : recueillir et interpréter les signatures radar des éléments de missile et des véhicules de rentrée; mettre au point de nouveaux matériels radar et de nouveaux logiciels de traitement des signaux.
 - b) *Projet d'analyse de l'imagerie optique* : amasser et analyser des données optiques et infrarouges sur les phénomènes propres à dérouter les capteurs et sur les signatures des composantes de missile balistique.
- 2) **Travaux d'avant-garde** : de nombreux projets doivent aboutir à la démonstration des capacités des principales composantes de capteurs perfectionnés.
 - a) *Radar imageur* : d'ici le début des années 1990, mettre à l'essai un radar imageur à balayage électronique, basé dans l'espace et pouvant surveiller les missiles balistiques pendant les phases de propulsion et de postpropulsion, ce qui permettra de mieux distinguer entre les ogives et les leurres.
 - b) *Radar imageur au laser* : d'ici le début des années 1990, faire l'essai d'un radar imageur au laser (LIDAR) qui permettrait lui aussi de mieux différencier les cibles des leurres.
 - c) *Amélioration des capteurs* : mise au point des technologies relatives aux capteurs perfectionnés à infrarouge, y compris les capteurs mosaïques optiques, les mosaïques de détecteurs au plan focal, et les systèmes de refroidissement cryogénique.
 - d) *Mise au point de circuits d'ordinateur "protégés"* : élaborer des logiciels et des machines de traitement de signaux qui équiperont tous les capteurs utilisés dans le cadre de l'IDS.
- 3) **Démonstration des capacités des systèmes** : programme visant à mettre les prototypes à l'essai dans des conditions réalistes.
 - a) *Système de surveillance et de poursuite des propulseurs (BSTS)* : il s'agit de variantes perfectionnées de l'actuelle génération de satellites de préalerte; le captage infrarouge amélioré à longueur d'onde moyenne offrira une meilleure résolution et permettra plus de précision dans la poursuite des missiles pendant la phase de propulsion.
 - b) *Système spatial de surveillance et de poursuite (SSTS)*: ce système emploie des capteurs infrarouges à grande longueur d'onde et à refroidissement cryogénique pouvant repérer et

poursuivre les ogives et les leurres pendant la phase de mi-parcours; ces capteurs pourront également distinguer les unes des autres des signatures thermiques presque semblables.

- c) *Système optique aéroporté (SOA)* : ce système prévoit le déploiement d'un *Boeing 767* modifié transportant deux télescopes infrarouges à longueur d'onde moyenne pour repérer et poursuivre les ogives pendant la phase de mi-parcours et la phase finale.
- d) *Le radar imageur pour phase finale (TIR)* : il s'agit d'un radar sur bande-X à longue portée qui, à l'appui du système endoatmosphérique d'interception à haute altitude (HEDI), permettra de mieux distinguer les leurres des cibles réelles pendant la phase finale [voir "Armes à énergie cinétique"].

II. Armes à énergie dirigée (DEW)

- A) **Définition** : l'expression "armes à énergie dirigée" désigne les armes qui détruisent la cible au moyen d'un faisceau de particules subatomiques ou d'un rayonnement électromagnétique. Ces armes seront conçues pour détruire les missiles balistiques pendant les phases de propulsion et de postpropulsion.
- B) **Domaines de recherche** :
 - 1) **Le laser spatial** comprend les éléments suivants :
 - a) un laser infrarouge au fluorure de deutérium (D_2F qui doit pouvoir produire 5 MW de puissance pour les essais dans l'espace;
 - b) un télescope servant à poursuivre et à désigner les engins-cibles;
 - c) un miroir de 4 mètres de diamètre servant à diriger le rayon laser sur sa cible.
 - 2) **Le laser terrestre** comporte les éléments suivants :
 - a) lasers à excimères et à électrons libres (FEL), émettant des rayons à courte longueur d'onde (faisceaux visibles et ultraviolets) et devant être installés sur terre;
 - b) miroirs relais spatiaux servant à diriger les rayons laser sur leurs cibles;
 - c) éléments optiques informatisés devant compenser la distorsion subie par les rayons laser dans l'atmosphère.
 - 3) **Armes spatiales à faisceau de particules neutres** : ces armes, qui sont des accélérateurs très puissants de particules d'hydrogène neutres, sont censées être mises à l'essai dans l'espace d'ici le début des années 1990. Les progrès sont moins rapides sur ce plan que dans le cas des lasers spatiaux, mais ils se comparent à

ceux s'accomplissant dans les domaines des autres armes à énergie dirigée et des armes spatiales à énergie cinétique.

- 4) **Armes à énergie dirigée à pompage nucléaire (Laser à rayons X)** : un prototype du dispositif perfectionné de pointage et de poursuite (ATP) qui sera employé avec l'Excalibur, laser à rayons X et à pompage nucléaire, sera assemblé et mis à l'essai dans l'espace. C'est le département de l'Énergie qui conduit les recherches sur l'appareil Excalibur.

III. Armes à énergie cinétique (KEW)

- A) **Définition** : Les armes à énergie cinétique détruisent leurs cibles à l'aide de projectiles, soit par impact direct ("coup au but et destruction"), soit au moyen d'une explosion. Ces armes sont destinées à intercepter les missiles balistiques et leurs ogives à toutes les phases de leur trajectoire.
- B) **Domaines de recherche** :
 - 1) **Base technologique** :
 - a) *Armes non nucléaires de destruction endoatmosphérique* : projet dont l'objet est de mettre au point des dispositifs permettant d'intercepter les ogives dès leur pénétration dans l'atmosphère, dans la couche finale de défense. Ainsi, des armes de ce type pourraient éventuellement être équipées d'une ogive chercheuse thermique. Elles pourraient servir non seulement à la défense stratégique, mais aussi à la défense de l'Europe, contre les forces nucléaires de théâtre soviétiques.
 - b) *Armes non nucléaires de destruction exoatmosphérique* : les systèmes d'armes de ce genre, qui détruiraient leur cible dans l'espace en les frappant de plein fouet, feraient progresser encore plus les techniques ayant été mises à l'essai pour la première fois dans le cadre du programme HOE (expérience menée par les Américains le 10 juin 1984).
 - c) *Ingénierie des systèmes* : ce projet tendra à la mise au point des systèmes de guidage, de contrôle et de propulsion des intercepteurs.
 - 2) **Travaux d'avant-garde** : projets visant l'élaboration de nouvelles technologies, puis l'essai, de prototypes.
 - a) *Projet de lanceur hypersonique (canon électromagnétique)* : la démonstration des capacités d'un lanceur électromagnétique terrestre devrait avoir lieu vers la fin de la présente décennie. Ce canon anti-missiles à cadence de tir très rapide imprimera des projectiles miniatures à une vitesse très élevée.

b) *Projet des concepts novateurs* : on est en train d'étudier et d'essayer d'autres armes à énergie cinétique qui pourraient être plus avantageuses que les engins actuels. Mentionnons, à titre d'exemple, le système GEDI qui détruirait la cible grâce à de petits projectiles propulsés par laser et se déplaçant à une vitesse hypersonique.

3) **Démonstration des capacités des systèmes** : il est prévu de démontrer les capacités d'un certain nombre d'intercepteurs à l'état de prototype ou de pré-prototype; mentionnons notamment les suivants :

- a) *Système endoatmosphérique d'interception à haute altitude (HEDI)* : c'est vers la fin de la décennie qu'on est censé faire l'essai du HEDI, un gros missile à longue portée basé au sol et muni d'une ogive chercheuse thermique. Ce missile est conçu pour intercepter les véhicules de rentrée dès qu'ils pénètrent dans l'atmosphère. Toutefois, si l'adversaire déploie des véhicules de rentrée manoeuvrables (MARV), il faudra doter le missile d'une ogive nucléaire pour garantir la destruction de la cible.
- b) *Système exoatmosphérique d'interception des véhicules de rentrée (ERIS)* : le système ERIS, qui doit faire l'objet d'une démonstration à la fin de la décennie, découle du programme HOE. Il sera muni d'un projectile chercheur thermique destiné à détruire sa cible par impact; l'interception de la cible se fera en dehors de l'atmosphère. Pour éviter que cette arme défensive soit plus coûteuse à produire que ses cibles, il faudra mettre au point un "véhicule tueur" beaucoup plus petit, ce qui représente, sur le plan de la miniaturisation, un défi considérable.
- c) *Destruction des missiles SLBM pendant la phase de propulsion* : il s'agit ici de mettre à l'essai un système naval ou aérien destiné à intercepter pendant la phase de propulsion les missiles balistiques lancés par sous-marin (SLBM).
- d) *Mise au point d'un lanceur hypersonique spatial* : on est censé faire la mise à l'essai d'un lanceur électromagnétique spatial au début des années 1990. Le système utilisera des projectiles miniatures hypersoniques pour détruire la cible pendant la phase de propulsion ou de mi-parcours.
- e) *Véhicule tueur cinétique basé dans l'espace* : il s'agit d'un véhicule d'interception du type proposé par l'organisation *High Frontier*; il est propulsé par fusée et est basé dans l'espace. Cet intercepteur s'apparente aux intercepteurs terrestres ERIS et peut atteindre la cible pendant la phase de propulsion ou de mi-parcours. Une première démonstration est prévue pour le début des années 1990.
- f) *Démonstration des capacités des systèmes en phase finale* : dans le cadre de cette démonstration, l'intercepteur HEDI sera utilisé avec le radar imageur pour phase finale (TIR) et le

système optique aéroporté (SOA) décrits plus haut. (Voir "Surveillance".)

IV. Analyse des systèmes

- 1) **Système d'intégration des moyens de combat/Commandement, contrôle et communications (BM/C³)** : les chercheurs travaillant à ce projet tâchent de mettre au point des éléments qui relieront les divers capteurs et systèmes d'armes pour constituer une défense intégrée. Entre autres moyens, mentionnons :
 - a) un matériel informatique à la fois fiable et insensible aux défaillances;
 - b) un logiciel servant à intégrer les fonctions de commandement et de contrôle du système de défense tout entier;
 - c) des procédures permettant d'éviter le déclenchement intempestif des armes;
 - d) des réseaux de communications qui résisteront au brouillage, aux attaques et aux effets secondaires des explosions nucléaires.

- 2) **Planification des systèmes** : dans ce projet, les analystes chercheront à combiner les capteurs, les armes, le système BM/C³ et les technologies d'appui de façon à garantir le succès des diverses missions. Au cours des deux prochaines années (1986-1987), bon nombre d'études qui seront menées dans ce contexte auront pour objet d'analyser la menace soviétique, y compris les contre-mesures destinées à neutraliser les systèmes de défense proposés par les États-Unis.

V. Programmes d'appui

La mise au point de tout le réseau IDS nécessitera le recours à diverses technologies d'appui.

Domaines de recherche :

- 1) **Survivabilité des systèmes** : de nombreux partisans de l'IDS, y compris Edward Teller, doutent de la survivabilité des systèmes basés dans l'espace. Ainsi, le projet de survivabilité des systèmes visera à :
 - a) définir la menace posée par les Soviétiques;
 - b) arrêter les paramètres de survivabilité;
 - c) "durcir" les satellites;
 - d) mettre au point des contre-mesures passives et actives, y compris des capacités de "riposte".

- 2) **Production d'énergie dans l'espace** : la recherche sera principalement axée sur les réacteurs nucléaires, mais on se penchera aussi sur les techniques concernant l'énergie chimique et l'éner-

gie magnétohydrodynamique. Les besoins d'énergie varient de quelques kilowatts, dans le cas des capteurs infrarouges passifs, à des dizaines ou à des centaines de mégawatts, dans celui des armes à faisceau de particules.

- 3) **Logistique dans l'espace** : à cet égard, les travaux porteraient entre autres sur la conception d'un lanceur lourd destiné à placer des plates-formes pesant plus de 100 000 kilogrammes sur une orbite proche de la terre. Pour les besoins de l'IDS, il faudra tôt ou tard prévoir des moyens d'entretenir le matériel spatial ainsi que des techniques pour changer l'orbite des satellites, notamment pour les faire passer d'une orbite basse à une orbite haute.

IDS Technologiques de l'IDS pouvant intéresser le Canada

Il y a des aspects bien précis de l'IDS susceptibles d'intéresser le Canada. Si ce dernier décide de participer au programme de déploiement, plusieurs éléments ABM pourraient être placés à l'intérieur de son territoire. En outre, il y a d'autres éléments ABM dont les caractéristiques techniques sont telles que les États-Unis devront peut-être les baser au Canada afin de mieux défendre leur propre territoire. Il existe aussi plusieurs technologies relatives aux capteurs spatiaux qui pourraient influencer sur le rôle que le Canada joue dans la défense aérienne du continent nord-américain.

Étant donné que l'IDS est en constante évolution, les possibilités de déploiement au Canada dont il est question ci-après reflètent uniquement l'état actuel des choses. Ce chapitre vise simplement à lancer le débat qui va certainement s'amplifier à mesure que le programme IDS avancera :

I. Éléments ABM susceptibles d'être déployés au Canada

Tels qu'ils se présentent à l'heure actuelle, la plupart des systèmes américains de défense contre les missiles balistiques seraient déployés dans l'espace ou sur le territoire des États-Unis. Toutefois, il faudrait déployer plus près des zones à défendre les éléments destinés à intervenir vers la fin de la phase balistique et pendant la phase finale. Parmi ces éléments, citons les suivants :

- 1) AOS — Système optique aéroporté,
- 2) TIR — Radar imageur pour phase finale,
- 3) HEDI — Système endoatmosphérique d'interception à haute altitude.

Ainsi, il se pourrait que la plate-forme AOS doive à tout le moins survoler régulièrement le territoire canadien afin de poursuivre les ogives soviétiques plus efficacement. Par ailleurs, on devra peut-être baser des éléments dans des aérodromes canadiens pour pouvoir réagir rapidement en cas d'alerte nucléaire.

(Les systèmes AOS et TIR sont décrits à la page 64 de la présent annexe, tandis que le système HEDI est présenté à la page 66.)

II. Éléments qu'il faudra peut-être baser au Canada

- 1) les lasers terrestres;
- 2) les lasers à rayons X (à pompage nucléaire), par exemple, le laser Excalibur;
- 3) les systèmes exoatmosphériques, non nucléaires, à énergie cinétique — le Braduskill, par exemple;
- 4) l'ERIS — Système exoatmosphérique d'interception des véhicules de rentrée.

Il faudrait installer les lasers terrestres le plus près possible de l'URSS afin de réduire le nombre et les dimensions des miroirs relais et des miroirs de mission spatiaux; le Canada serait un emplacement logique. Quant aux lasers à rayons X à pompage nucléaire (Excalibur), déployés en mode éjecté, il faudrait également les baser aussi près que possible des silos soviétiques, soit à bord de sous-marins, soit dans une partie très septentrionale de l'Alaska, de l'Europe du Nord ou du Canada.

Le Braduskill est un intercepteur à énergie cinétique qui, au lieu d'entrer en collision avec ses cibles, se déplace à leurs côtés afin de distinguer les leurres des ogives. Une fois repérées, celles-ci sont détruites par de petites fusées (sous-munitions) munies d'ogives explosives. On aurait avantage à baser cet intercepteur au Canada.

Le déploiement du système ERIS (voir page 66 de la présente annexe) dans des régions comme l'Alaska ou le Nord du Canada permettrait d'attaquer les cibles du début jusqu'à la fin de la phase de mi-parcours, et non pas seulement sur les 2 000 derniers kilomètres de la trajectoire de mi-parcours. De cette façon, on ajouterait en quelque sorte des "couches" supplémentaires au réseau sans être obligé d'installer des éléments dans l'espace, là où ils sont toujours vulnérables.

III. Technonogies de détection IDS pouvant servir au Canada pour sa mission de défense aérienne

L'Initiative de défense stratégique s'articule en partie autour de nouvelles techniques spatiales de détection qui pourraient améliorer sensiblement la capacité de poursuivre les bombardiers et les missiles de croisière soviétiques. Mentionnons ici :

- 1) les radars imageurs;
- 2) les capteurs infrarouges et le traitement des données;
- 3) le système spatial de surveillance et de poursuite.

(Ces systems sont décrits aux pages 63 et 64 de la présente annexe.)

Étant donné la zone de convergence assez évidente entre les moyens spatiaux de défense contre les missiles balistiques et la défense aérienne contre les bombardiers et les missiles de croisière, les représentants canadiens auront sans doute de plus en plus de difficulté à soutenir que le Canada ne risque aucunement d'être entraîné dans la guerre des étoiles, même s'il appartient au NORAD.

ANNEXE III

LISTE DES PARTICIPANTS

Marcel ADAM

La Presse

Ann ADELSON

The Toronto Disarmament
Network

Norman ALCOCK

Président, Mouvement
canadien pour une fédération
mondiale

Doris ANDERSON

Toronto Star

Daniel ARBESS

Directeur exécutif,
The Lawyers' Committee on
Nuclear Policy Inc.

William BARTON

Président, Institut canadien
pour la paix et la sécurité
internationales

William BECKETT

Ancien Directeur, Contrôle du
nucléaire et désarmement,
Ministère canadien de la
Défense nationale

George BELL

Vice-recteur, Relations
extérieures et expansion de
l'université, Université York

Wolfgang BEHRENDIS

Ambassadeur de la
République fédérale
allemande

Oleg N. BYKOV

Directeur adjoint, Institut de
l'économie mondiale et des
relations internationales,
Académie des sciences de
Moscou

Kenneth CALDER

Directeur des études
stratégiques, Ministère
canadien de la Défense
nationale

Albert CARNESALE

Professeur, Centre for Science
and International Affairs,
Université de Harvard

Abram CHAYES

Professeur de droit
international, École de droit
de Harvard

Maxwell COHEN, Q.C.

Université d'Ottawa

Jocelyn COULON

Le Devoir

Harriet CRITCHLEY

Directrice, Programme des
études stratégiques, Université
de Calgary

William EPSTEIN

Chercheur associé, Institut des
Nations-Unies pour la
formation et la recherche

Admiral Robert H. FALLS

Ancien président du Comité
militaire de l'OTAN

Michel FORTMANN

Département de sciences
politiques, Université de
Montréal

Alton FRYE

Council on Foreign Relations,
Washington

Richard GARWIN

IBM Thomas J. Watson
Research Center, États-Unis

Franklyn J.C. GRIFFITHS

Département de l'économie
politique, Université de
Toronto

Lawrence HAGEN

Directeur de la recherche,
Centre canadien pour le
contrôle des armements et le
désarmement

John HALSTEAD

Professeur émérite
(Recherche), Université
Georgetown, Washington

Fen HAMPSON

Université de Harvard

John HARKER

Directeur, Congrès du travail
du Canada

Le très honorable

Denis Winston HEALEY,
CH; MBE

John HIGGINBOTHAM

Directeur général, bureau de
l'élaboration des politiques,
Affaires extérieures

John HONDERICH

Rédacteur (Finances et monde
des affaires), *Toronto Star*

Pauline JEWETT, député

Critique du Nouveau Parti
démocratique pour les
Affaires extérieures

John LAMB

Directeur exécutif, Centre
canadien pour le contrôle des
armements et le désarmement

Albert LEGAULT

Département de sciences
politiques, Université Laval

Ken LEWIS

Association des industries
aérospatiales du Canada

Jean-Louis MAGDÉLÉNAT

Directeur adjoint, Institut et
Centre de droit aérien et
spatial, Université McGill

Wally MAJESKI

Fédération du travail de
l'Ontario

Paul McRAE

Commissaire, Conseil de la
radiodiffusion et des
télécommunications
canadiennes

Arthur MATTHEWSON

Chef — Planification des
politiques, Ministère canadien
de la Défense nationale

Joanna MILLER

Projet Ploughshares

Thomas NILES

Ambassadeur des États-Unis
d'Amérique au Canada

David PEEL

Directeur général, Bureau de
la sécurité internationale et de
la limitation des armements,
Affaires extérieures

L'honorable Gérard PELLETIER

Ancien ambassadeur du
Canada en France

John PIKE

Federation of American
Scientists

John POLANYI

Département de chimie,
Université de Toronto

Anatol RAPOPORT

Science for Peace, University
College, Université de Toronto

Harald von RIEKHOFF

Département de sciences
politiques, Université Carleton

Douglas ROCHE

Ambassadeur au
désarmement, Affaires
extérieures

John SIGLER

Département de sciences
politiques, Université Carleton

Stuart SMITH

Président, Conseil des sciences
du Canada

David STAFFORD

Directeur de la recherche,
Institut canadien des affaires
internationales

Jim STARK

Directeur, Opération
Dismantle

Brigadier-général

Fred SUTHERLAND

Conseil privé

Charles THOMAS

Sous-Secrétaire adjoint,
Département d'État,
États-Unis

John WALKER

Agence Southam News

William C. WINEGARD, député

Chairman of the Standing
Committee on External
Affairs

Hugh WINSOR

Globe and Mail

Christopher WREN

Chef de bureau, *The New York
Times*

Gerald WRIGHT

Vice-président, Fondation
Donner du Canada

Gerold YONAS

Bureau de l'IDS,
Le Pentagone



60984 81800

L'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales

Le Conseil d'administration

William Barton,
Président du Conseil
Margaret Fulton,
Vice-présidente du Conseil
Norman Alcock
Christoph Bertram
George Bell
Harriet Critchley
Gwynne Dyer
William Epstein

Albert Legault
Dennis McDermott
Joanna Miller
Geoffrey Pearson,
Administrateur délégué
John Sigler
Paul Warnke
Lois Wilson
Gerald Wright

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20024303 1

DOCS

CA1 EA725 85R02 FRE

DeMille, Dianne

La dissuasion remise en question :
doctrines, technologies et
questions d'intérêt public

43243444

L'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales
307, rue Gilmour
Ottawa, Ontario K2P 0P7